

Synthèse sur l'attaque à l'arme chimique en Syrie le 21 août 2013

Préambule

L'attaque à l'arme chimique dans la banlieue de Damas le 21 août 2013 est un tournant majeur de la crise syrienne. Cet événement peut être comparé par son scénario et son instrumentalisation aux affaires du faux charnier de Timisoara fin décembre 1989 et du faux massacre de Rachak du 15 janvier 1999. Ces événements manipulés avaient été utilisés alors comme casus belli contre la Roumanie de Ceausescu et la Serbie de Milosevic[i].

Cette étude s'appuie sur un vaste ensemble d'éléments concordants montrant que cette attaque à l'arme chimique était une *opération sous faux drapeau* perpétrée par des « rebelles », dont l'objectif était de fournir un casus belli décisif contre le « régime » syrien et son « abominable dictateur ».

Dans une première partie nous rappelons les événements antérieurs à l'affaire qui permettent de mieux l'éclairer: le discours de Barack Obama du 20 août 2012 la première affaire d'utilisation d'armes chimiques par les « rebelles », le 19 mars 2013, dans le village de Khan el-Assal, le nouveau massacre perpétré par les « rebelles » dans le même village de Khan el-Assal le 18 juillet 2012 avant l'arrivée des inspecteurs de l'ONU en Syrie pour faire la lumière sur l'utilisation d'armes chimiques dans divers sites dont celui de Khan el-Assal. Nous relatons ensuite la couverture médiatique et politique « occidentale » du tir à l'arme chimique dans la banlieue de Damas entre le 21 août et le 9 septembre 2013, couverture unanime qui désigne avant toute enquête, et avec la sémantique la plus radicale, le « régime » syrien comme l'unique coupable possible de ce forfait inouï.

Dans la seconde partie nous passons en revue les rapports ignorés, censurés ou déformés par les médias de masse, et pointant la responsabilité des « rebelles » dans le massacre chimique : le rapport de l'ISTEAMS du 11 septembre 2013, le rapport final de l'ONU du 18 décembre 2013, le « rapport du MIT » de Théodore Postol et Richard Lloyd du 14 janvier 2014, le rapport des avocats turcs pour la justice du 14 janvier 2014, le premier article de Seymour Hersch du 19 décembre 2013 intitulé « le sarin de qui ? », le deuxième article de Seymour Hersch du 17 avril 2014. Mis bout à bout ces rapports dessinent un scénario bien différent de celui unanimement relayé avant toute enquête par les médias.

Dans la troisième partie nous relatons les suites et les conséquences de l'affaire, entre le 9 septembre 2013, date à laquelle la Syrie adhère à l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC), éloignant ainsi les perspectives d'une intervention militaire internationale, et le

24 juin 2014, date à laquelle les dernières armes chimiques sont évacuées du territoire syrien pour être détruites. Pendant cette période les accusations d'utilisation d'armes chimiques (bombes au chlore) par le régime syrien ne faiblissent pas, massivement relayées dans les médias.

Tous ces « événements » qui s'enchaînent du 20 août 2012 au 24 juin 2014 forment un ensemble finalement très cohérent que l'on pourrait appeler la « séquence du massacre chimique ». Les médias comme dans d'autres affaires du même genre, ont censuré ou déformé de manière constante tous les éléments pointant une responsabilité « rebelle » et ont rivalisé d'accusations hystériques et fragiles contre Bachar el-Assad et son « régime », afin d'attirer sur eux la haine aveugle des masses, et fournir un casus belli pour une campagne de frappes militaires contre les autorités syriennes.

Par la force des choses, cette étude est également une accusation envers ces médias et l'état français, que l'on peut considérer, eu égard aux mensonges énormes et constants dont ils se sont rendus collectivement coupables dans l'*accompagnement* des différents événements qui forment cette « séquence », comme les complices objectifs du massacre à l'arme chimique perpétré par les rebelles dans la banlieue de Damas le 21 août 2013.

Nous n'englobons pas tous les journalistes et tous les politiques dans cette accusation. Les bonnes volontés dans ces deux corporations ne manquent pas mais elles sont rapidement étouffées dès lors qu'elles prétendent faire entendre à haute voix une position discordante sur un sujet sensible comme celui de la guerre en Syrie. Le lynchage politique et médiatique du voyage à Damas de quatre parlementaires français le 25 février 2015^[ii], et de leur demande d'un repositionnement de la politique étrangère de la France en Syrie, en considération de l'extension de la menace représentée par l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EIL^[iii]), en est une bonne illustration. La complexité de cette affaire, et le dense emploi du temps des représentants de la nation explique peut-être aussi leur réticence à remettre en cause le récit officiel du massacre à l'arme chimique inlassablement relayé à l'époque, sans la moindre nuance, par les dirigeants et les médias de masse français.

C'est l'un des objectifs de cette synthèse que de fournir aux représentants de la nation un texte exposant de façon aussi ramassée et accessible que possible la plupart des éléments, tenants et aboutissants de cette affaire géopolitique cruciale. A défaut d'en tirer toutes les conclusions qui s'imposent, ils ne pourront pas dire après lecture de cette synthèse *qu'ils ne savaient pas*.

Première partie : signes avant-coureurs et récit des événements par les médias et les politiques entre le 21 août et le 9 septembre 2013

20 août 2012 : l'irruption des « armes chimiques » dans le débat sur la crise syrienne

C'est le lendemain du jour où la Mission de Surveillance des Nations Unies en Syrie (MISNUS)[iv] prend fin (19 août 2012 à minuit), que fait irruption dans le débat la question des armes chimiques et de leur utilisation éventuelle. A la fin d'une conférence de presse à la Maison Blanche, un journaliste interroge Barack Obama à ce propos. Nous sommes en pleine campagne présidentielle[v]. En des termes lourds de menaces il répond :

« J'ai indiqué de façon répétée que le président el-Assad avait perdu sa légitimité, qu'il devait démissionner. Jusqu'à présent il n'a pas entendu le message, et au lieu de cela a redoublé de violence envers son propre peuple. (...) Mais pour l'heure, la probabilité d'un atterrissage en douceur semble s'être considérablement éloignée. (...) En ce point je n'ai pas ordonné d'engagement militaire sur le terrain mais la remarque que vous faites à propos des armes chimiques et biologiques est cruciale. (...) Nous avons été très clairs avec le régime d'Assad, mais aussi avec les autres acteurs sur le terrain, que la ligne rouge pour nous serait franchie si nous constatons le déplacement ou l'utilisation de tout un tas (a whole bunge) d'armes chimiques. Cela changerait mes calculs. Cela changerait mon équation. (...) Nous avons mis sur pied une gamme de plans d'urgence. Nous avons communiqué dans des termes non équivoques avec tous les acteurs de la région[vi] que cela constituerait pour nous une ligne rouge et qu'il y aurait d'énormes conséquences si nous commencions à voir du mouvement sur le front des armes chimiques ou de l'utilisation d'armes chimiques. »[vii]

Le 23 juillet 2012 les autorités syriennes avaient reconnu qu'elles disposaient d'un stock d'armes chimiques, et qu'elles étaient en état de s'en servir en cas d'agression étrangère. Les médias unanimes avaient voulu y voir un aveu coupable, mais en réalité la détention de telles armes était un secret de Polichinelle, et Bachar el-Assad en cette occasion n'avait proféré aucune menace concrète[viii].

Le lendemain des déclarations des États-Unis, la Russie et la Chine réagissent très vivement à ces déclarations brutales, alors que l'on sort à peine de l'affaire du massacre de Houla du 25 mai 2012, où ces deux pays avaient dénoncé une manipulation. Le ton employé est à la mesure de celui du président états-unien en réponse à un journaliste. Par la voix de son agence de presse Xinhua[ix] (article par Liu Chang), le gouvernement chinois avertit ainsi :

« Une nouvelle fois les puissances occidentales creusent profondément pour trouver des prétextes à une intervention militaire dans un autre pays du Moyen-Orient déchiré par un conflit, comme Barack Obama a averti lundi que l'usage d'armes chimiques par le gouvernement syrien était de nature à changer ses « calculs ». Alors que les hypocrites négociations en vue de l'élimination des armes de destruction massives en Irak et la protection des civils en Libye résonnent encore dans les oreilles, de telles menaces de « ligne rouge » semblent presque être devenues un signal pour les USA et certains de ses alliés occidentaux pour aiguïser leurs armes avant de se lancer dans l'interventionnisme. (...) Il n'est pas difficile de comprendre, que, sous le prétexte d'humanitarisme, les USA ont toujours tenté de renverser les gouvernements qu'ils considèrent comme des menaces envers leurs soi-disant intérêts nationaux et les remplacent systématiquement par des gouvernements favorables à Washington. Cela explique facilement pourquoi l'Irak de Saddam Hussein et la Libye de Mouammar Kadhafi, qui autrefois travaillaient en liaison

étroite avec les USA, furent par la suite présentés comme des dictateurs brutaux trempant leur mains dans le sang de leur peuple. En ce moment même, alors que les combats entre les troupes gouvernementales et les forces rebelles font toujours rage en Syrie, toutes les nations du monde devraient continuer de bâtir sur les progrès qui ont été réalisés par l'envoyé international sortant, Kofi Annan, et son équipe. (...) »

On note ici que les positions qualifiées de « conspirationnistes » par les médias et les politiques exprimées et dénoncées dans les pays « amis de la Syrie » s'expriment sans pincettes dans le cadre des débats à l'ONU.

Cette première déclaration spectaculaire de Barack Obama, suivie des fermes réactions de la Russie et de la Chine, constitue le premier jalon de la série qui aboutira, un an plus tard, à un jour près, à l'affaire de l'attaque chimique de la Ghouta le 21 août 2013. A intervalles réguliers, entre-temps, les grands médias saupoudreront des informations sur la question des armes chimiques et de leur utilisation sur le sol syrien, le suspect ou l'accusé principal étant toujours le « régime » syrien et le président el-Assad, tout en passant sous silence ou en édulcorant les cas les plus solides d'utilisation d'armes chimiques par des « rebelles ».

Des armes chimiques vont en effet être utilisées pour de vrai dans le conflit syrien plusieurs mois avant l'attaque du 21 août 2013, et à ce titre le cas du village de Khan el-Assal le 19 mars 2013 est fondamental.

Une première[x] affaire d'attaque à l'arme chimiques: Khan el Assal, 19 mars 2013

Le 19 mars 2013, un missile chimique est tiré sur le village de Khan el Assal dans la banlieue d'Alep. 25 personnes périssent et 110 autres sont intoxiquées[xi]. Les villageois dénoncent unanimement, comme on peut s'en rendre compte sur des images filmées par la chaîne al Ikhbariya[xii], le front al Nosra dont les positions sont proches et qui venait d'être chassé récemment du village par l'armée syrienne. L'affaire est très peu relayée à l'époque dans les médias, mais au moins l'opinion publique fut-elle informée que des armes chimiques étaient en usage en Syrie.

Le lendemain, 20 mars 2013, le gouvernement syrien est le premier à demander à l'ONU d'envoyer sur place une équipe d'enquêteurs pour mener une enquête « *professionnelle, impartiale, et indépendante* » sur ce massacre. Il est important de préciser que dans le cadre de cette demande, les autorités syriennes formulent le souhait, que soient examinées « *toutes les allégations* » d'usage d'armes chimiques[xiii] ; elles demandent également que les coupables de ces usages éventuels soient identifiés, ce qui n'est jamais rappelé dans les médias. Le 21 mars 2013 la France et le Royaume-Uni formulent une demande semblable, associant à ce cas celui d'une attaque à Homs le 23 décembre 2012, et une autre à Ottaybah près de Damas le 19 mars 2013[xiv].

Le même jour, le secrétaire général des Nations Unies acte la mise en place d'une mission des Nations Unies pour faire la lumière sur l'utilisation éventuelle d'armes chimiques en Syrie. Le 26 mars, Ake Sellström est nommé à sa tête. L'équipe d'enquêteurs est assemblée le 2 avril à la Haye. Le 7 avril une équipe avancée se rend à Chypre en attente d'un déploiement en Syrie, et y demeure jusqu'au 12 mai[xv].

Le travail de la mission jusqu'en juillet consiste en la consultation d'experts et d'officiels de parties prenantes dans le conflit, qu'ils soient alliés ou hostiles aux autorités syriennes. Ce n'est que le 25 juillet qu'Ake Selström se rend enfin à Damas pour discuter avec le gouvernement syrien des modalités de coopération et de mise en œuvre de la mission, modalités acceptées dans un échange de lettres du 13 et 14 août. Les enquêteurs étudieront le cas de Khan el-Assal mais aussi une dizaine d'autres soumis entre temps pour l'essentiel par la France, le Royaume-Uni, les États-Unis et la Syrie.

Le 22 juillet, trois jours avant l'arrivée d'Ake Sellström à Damas, le village de Khan el Assal, gardé par une centaine de soldats, et peuplé encore d'une centaine de personnes, parmi lesquelles des témoins du massacre, est assailli par des combattants du front al Nosra. Après avoir pris le village, ils réunissent les soldats survivants et les villageois et les massacrent.

J'ai trouvé très peu de traces sur les sites des médias de cette tuerie perpétrée par les « rebelles », et quand elle est évoquée, c'est en l'édulcorant. Le Figaro du 22 juillet rapporte par exemple une dépêche Reuters informant que « *des rebelles s'emparent d'une ville* »[xvi]. France24.com rapporte que « *des rebelles ont pris le contrôle de la ville de Khan al-Assal* »[xvii]. Nulle part dans l'article il n'est question de combattants du front al Nosra, d'Etat Islamique, ou plus largement de combattants takfiris, wahhabites, djihadistes, etc ; dans la vidéo tournée par les auteurs du massacre[xviii], on entend pourtant l'homme tenant la caméra ponctuer chaque vision d'un cadavre d'un « Allah ou Akhbar ». Relevons tout de même une dépêche AFP plus précise citée par le Point.fr du 26 juillet dans laquelle on peut lire : « *Depuis le début jeudi à l'aube de l'assaut de l'EI contre cette base, au moins 50 soldats ont été sommairement exécutés par les jihadistes* »[xix], l'information étant confirmée par l'OSDH qui donne le détail suivant concernant les combattants de l'État Islamique clairement accusés d'être les auteurs du massacre : « *Certains des soldats exécutés ont été décapités, et leurs corps et les têtes coupées exposés à Raqa* ».

Cette affaire par son bilan humain et la barbarie des exécutants fait immédiatement penser au « massacre de Houla » du 25 mai 2012, qui avait été massivement relayée dans les médias, et qui faillit à l'époque fournir le casus belli contre le « régime » syrien, prélude à une intervention militaire de la « communauté internationale ». Le silence médiatique sur ce massacre, qui redouble celui entourant l'emploi d'armes chimiques dans cette même localité 4 mois plus tôt, montre clairement le deux poids deux mesures dans le traitement des informations relatives à la crise syrienne.

La journaliste russe Anastasia Popova, de la chaîne Russia 24, avait pu se rendre fin mars 2013 à Khan Al Assal où elle avait pu interroger des villageois survivants et témoins de l'attaque chimique[xx]. Interrogée par la journaliste Silvia Cattori, elle fait cette remarque désabusée :

« *Alors maintenant l'ONU a subitement accepté de se rendre à Khan Al-Assal ? Alors maintenant les experts de l'ONU veulent aller inspecter la zone ? Et ceci après presque quatre mois de demandes de la part du gouvernement syrien ? Quelle curieuse coïncidence ! Avec qui les experts de l'ONU ont-ils l'intention de parler de l'attaque à l'arme chimique qui a fait de nombreuses victimes en mars ? Avec les âmes des témoins oculaires ? Ou peut-être avec leurs dépouilles ?* »

Le rapport de l'ONU du 18 décembre 2013 détaillera certes l'agenda de la mission entre mars et octobre 2013, lequel explique éventuellement ce retard à l'allumage, mais on ne peut, sur le moment, comme la journaliste russe, qu'être étonné de la coïncidence[xxi].

Anastasia Popova donne les détails suivants relatifs au massacre : « *Al-Nosra a tué des civils, des témoins oculaires de l'attaque chimique survenue en mars. J'ai essayé désespérément de contacter mes connaissances sur place ; leurs téléphones ne répondent pas. (...) Je ne sais pas si des témoins ont réussi à s'échapper. Mais je crains que tous aient été tués. Plus de 200 personnes en un jour ont été exécutées par al-Nosra.* » Et elle interprète ainsi la décision soudaine de l'ONU d'envoyer des enquêteurs : « *Il est évident que l'assaut qui a frappé Khan Al-Assal, juste après qu'un accord ait été trouvé entre l'ONU et Damas, était planifié. Il est évident que si les enquêteurs de l'ONU visitent la zone, les témoignages qu'ils pourront obtenir sur place seront biaisés parce que les véritables témoins, s'il y en a qui sont encore en vie, ne parleront plus maintenant que les rebelles d'Al-Nosra sont sur place. Et que diront les rebelles aux enquêteurs ? Que c'est le gouvernement de Bachar el-Assad qui a lancé l'obus qu'ils avaient eux-mêmes lancé. Que c'est le gouvernement qui a tué ses propres sympathisants et ses propres soldats dans ce quartier de Khan Al-Assal – où tous les habitants sont fidèles au gouvernement d'el-Assad – parce que le gouvernement est démoniaque... Ce qui est un non-sens pour les gens qui se donnent la peine de penser... mais une vérité cristalline pour l'ONU !* »

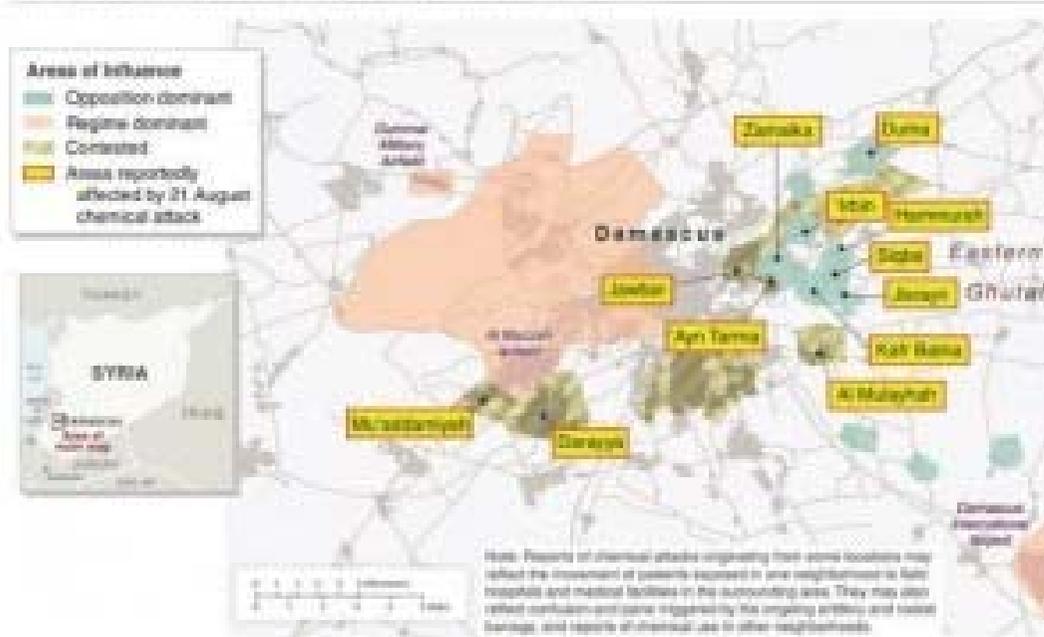
Malgré cet événement inquiétant, le président Bachar el-Assad donne son accord, et une équipe de dix inspecteurs de l'ONU entre en Syrie le 18 août 2013. Ils sont censés rester 14 jours. Partis pour enquêter sur l'affaire de Khan al-Assal et deux autres cas comparables, ils auront, 3 jours plus tard, une affaire imprévue et beaucoup plus considérable à gérer.

Pour compléter le tableau, le secrétaire d'état états-unien John Kerry et le ministre des affaires étrangères russe Sergueï Lavrov doivent se rencontrer la semaine suivante à la Haye pour préparer la conférence déjà plusieurs fois reportée de Genève II, qui doit préparer un règlement politique du conflit.

L'attaque chimique de la Ghouta la nuit du 21 août 2013 va anéantir cette perspective.

L'attaque à l'arme chimique du 21 août 2013 : au début étaient des vidéos

Syria: Damascus Areas of Influence and Area Reportedly Affected by 21 August Chemical Attack



(<http://arretsurinfo.ch/wp-content/uploads/2015/06/armes-1.jpg>)

Entre 4 et 11 heures du matin (heure de Damas), le mercredi 21 août 2013, une trentaine de vidéos sont diffusées sur YouTube par des forces anti Assad[xxii]. Filmées dans des localités situées essentiellement dans la banlieue est de Damas[xxiii], certaines montrent, alignés ou dispersés, des dizaines de cadavres de civils syriens, en majorité de jeunes enfants et des hommes dans la force de l'âge ; d'autres montrent des nuées d'hommes s'affairant dans des antennes médicales de fortune pour prodiguer des soins à des civils jeunes pour la plupart qui semblent très mal en point. Aucun cadavre ne présente les signes d'une exécution à bout portant, comme dans le massacre de Houla[xxiv], de même que les vivants soignés dans les antennes médicales, et pour cause : ils auraient été victimes d'une attaque de grande ampleur à l'arme chimique qui serait survenue vers 2 heures du matin. Les quartiers touchés sont pour l'essentiel sous contrôle des « rebelles ».

Les localités où auraient été utilisés les armes chimiques sont toutes situées dans la « Ghouta » (traduction : oasis), du nom de la ceinture agricole largement urbanisée qui entoure Damas, en particulier dans sa partie est.

Les vidéos[xxv] montrent des victimes, des civils, et du personnel médical dans différentes situations et différents lieux : gros plans sur des enfants en train d'agoniser, le teint pâle, la bave aux lèvres, agités de spasmes, plans larges sur des dizaines de cadavres alignés ou étendus en désordre, médecins témoignant du manque de médicaments et de l'horreur de la situation, médecins appliquant des masques à oxygène sur les mourants ou leur faisant des injections, homme en larmes étreignant la dépouille inerte d'un enfant, témoins ou « commentateurs »

criant leur détresse et leur indignation, portant parfois des accusations contre le régime syrien et appelant à l'aide la communauté internationale. Sur quelques vidéos, des « Allah ou Akbar » ponctuent le déplacement de la caméra.

Ces images rappellent la mise en scène des victimes du massacre de Houla du 25 mai 2012, avec une charge émotionnelle décuplée : cette fois-ci ce n'est pas une seule vidéo qui a été postée, mais plusieurs dizaines ; les enfants dans les divers alignements sont en plus grand nombre et sont montrés tantôt en train d'agoniser, tantôt décédés ; les commentaires sont de sources apparemment variées (« médecins », témoins, cameramen, combattants « rebelles »).

Comme l'établira[xxvi] le rapport préliminaire de l'ONU du 13 septembre 2013 sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, le scénario de l'attaque est le suivant : entre 2 et 5 heures du matin, une roquette de type M14 chargée de 2 litres et demi de gaz sarin a été tirée dans la Ghouta ouest à Muadammiyah, et une dizaine de roquettes Grad de 330 mm, chargées chacune de 50 à 60 litres de gaz sarin ont été tirées dans la Ghouta est. Aucune cible particulière n'était visée, des roquettes ont été retrouvées par exemple au sommet d'un immeuble, dans un champ, dans la rue.

A 14 heures du même jour, le « Bureau Médical Unifié de la Ghouta », structure « rebelle », rend un premier rapport[xxvii]. Les victimes présentent les symptômes suivants : bave épaisse, pâleur, suées abondantes, vomissements, rétrécissement des pupilles, pouls lent, agitation spasmodique, difficultés respiratoires, inflammations dans la partie supérieure du corps. C'est en effet ce que l'on voit sur les vidéos. Les agonisants ne font pas semblant.

Le bilan selon ce rapport est de 1466 morts, parmi lesquels 67% de femmes et d'enfants, 10000 blessés, dont 3000 grièvement. Des médecins ont été intoxiqués ou sont morts en portant assistance aux victimes. La Ghouta est une zone de désastre et la « communauté internationale » doit prendre ses responsabilités.

Récit des événements entre le 21 août et le 9 septembre par les médias et les politiques.

Les premières chaînes de télévision à relayer ces vidéos sont la chaîne qatarie al Jazeera, et la saoudienne al Arabiya[xxviii]. Quant aux médias de masse occidentaux, bien qu'ils embrayent rapidement dans la dénonciation du « régime syrien », ils prennent soin de préciser qu'il existe deux versions des faits, une version « rebelle », et une version « gouvernementale ». Néanmoins les titres, les chapeaux des articles et les éditoriaux sont sans ambiguïté.

Le journal de 20 heures de TF1 du 21 août 2013 ouvre sur cette phrase : « *C'est l'une des attaques les plus violentes perpétrées par les troupes de Bachar el-Assad depuis le début de la guerre civile, elle aurait fait 1300 morts selon l'opposition syrienne* ».

Le Monde.fr rapporte ce même jour une dépêche AFP intitulée : « *Syrie : l'armée accusée de bombardements massifs et d'attaques* ».

chimiques »[xxix].

Hala Kodmani rédige le même jour dans Libération un article intitulé : « *Damas accusé d'une vaste attaque chimique* »[xxx].

Dans son éditorial filmé du 22 août intitulé « *Syrie : Que faire sans l'aide de l'ONU ?* »[xxxi], Christophe Barbier, directeur de la rédaction de l'Express, exhorte : « *Que faire désormais, maintenant ? D'abord réunir l'OTAN. L'OTAN est une force de frappe qui fonctionne encore, et c'est peut-être par l'OTAN que l'on pourra trouver une solution militaire ou diplomatico-militaire. L'OTAN peut être crainte alors que l'ONU n'est même plus crue. Ensuite il faut que la France prenne les devants, une initiative politique et militaire, il faut que la France soit à la pointe d'une nouvelle phase anti Bachar el-Assad, et puis il faut remettre à Bruxelles sur l'établi la question de la livraison des armes* »

Le même jour le Figaro titre en Une : « *Assad de nouveau soupçonné d'un massacre à l'arme chimique* », Une complétée par un article d'Isabelle Lasserre en page 5 intitulé « *L'opposition syrienne dénonce un massacre à l'arme chimique* »[xxxii], accompagné d'une chronologie autour de cette thématique suggérant que l'usage d'armes chimiques par le régime était inéluctable. La journaliste y prétend que Bachar el-Assad bloquait le travail des inspecteurs de l'ONU depuis des semaines.

Le 23 août, nouvelle Une du Figaro titrant : « *l'opération anti Assad a commencé* », suivie de l'explication suivante : « *Selon nos informations, des opposants au régime, encadrés par des commandos jordaniens, israéliens et américains, progressent vers Damas depuis la mi-août. Cette offensive pourrait expliquer le possible recours du président syrien à des armes chimiques.* » Cette Une est complétée par un édito de Pierre Rousselin dans lequel il déclare : « *Une « ligne rouge » a été franchie ; c'est celle de l'incohérence occidentale. Il serait temps d'y remédier. Par exemple en adoptant une stratégie efficace contre Bachar el-Assad.* »[xxxiii] Un article en page 4 intitulé : « *Pourquoi Assad a choisi la stratégie du pire* », complète cette présentation catastrophiste.

Le 28 août, nouvelle Une du Figaro: « *Hollande prêt à engager la France dans une intervention en Syrie* », complétée par le chapeau suivant : « *Alors qu'une riposte internationale se dessine sans l'aval du conseil de sécurité de l'ONU, impossible à obtenir en raison du veto russe, le chef de l'état a affirmé mardi que Paris était prêt « à punir ceux qui ont pris la décision infâme de gazer des innocents » en Syrie* ».

La Une du Figaro du 29 août (la quatrième en 7 jours), la Russie ayant haussé le ton pour défendre la Syrie, semble marquer un refroidissement de l'enthousiasme : « *Syrie, une intervention punitive à haut risques* », mais dans la double page (2 et 3) qui est consacrée à la crise l'analyse est toujours la même. Un article titre : « *Syrie, le compte à rebours est lancé.* », et est accompagné du chapeau suivant : « *Des écoutes téléphoniques auraient convaincu les États-Unis de la culpabilité de Damas* ». Et dans le corps de l'article on peut lire : « *Les responsables de cet usage effroyable d'armes chimiques en Syrie ne fait aucun doute, c'est le régime syrien.* »

Nous avons suivi le fil du Figaro ; le fil est semblable dans les autres quotidiens.

La convergence de vue est totale entre instances médiatiques et pouvoir politique.

La réaction officielle du gouvernement français est dans un premier temps circonspecte. Comme tous les états du monde (site de la Présidence de la République), « *La France condamne les attaques meurtrières attribuées au régime syrien mercredi 21 août dans la région de Damas et dont le bilan provisoire dépasserait cent morts* »[xxxiv]. Une déclaration du ministre des affaires étrangères Laurent Fabius le même jour, à l'issue des travaux du Conseil des Affaires Étrangères de l'Union Européenne, est toutefois déjà lourde de menaces : « *Vous savez que ces armes chimiques sont condamnées, il y a quelques pays dans le monde qui n'ont pas signé cette convention, parmi lesquels M. Bachar Al-Assad et la Corée du Nord*[xxxv], *cela vous donne une idée, ... mais elles sont d'une gravité extrême. Nous savons que le régime possède des armes chimiques et donc il faut d'abord que leur utilisation soit établie, d'où la nécessité d'une enquête de l'ONU très rapide, puisqu'ils sont sur le terrain, et ensuite évidemment si c'est avéré, il y aura non seulement une condamnation internationale très forte et certainement des réactions précises.* » Le ministre indique toutefois que de telles réactions ne pourront être que concertées avec les autres puissances parties prenantes.

Le 25 août, lors d'une conférence de presse à Jérusalem tenue en compagnie du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, la position de M. Fabius gagne en clarté : « *Le massacre chimique qui est intervenu en Syrie et dont à l'évidence la responsabilité est celle du régime ne peut pas être acceptée, et la position de la France, comme je l'espère la position de toutes les démocraties, est qu'il y a besoin d'une réaction forte.(...) Les indications sont totalement convergentes sur l'étendue du massacre et la responsabilité écrasante du régime (...)* En ce qui nous concerne, *il n'y a aucun doute sur la matérialité des faits et sur leur origine* »[xxxvi].

Quant au président Hollande, dans un entretien avec son homologue états-unien le même jour, il estime « *que tout concord(e) pour désigner Damas comme l'auteur* » des attaques du 21 août[xxxvii].

Notons qu'au moment où ces déclarations accusatoires sont formulées, aucune enquête n'a encore rendu de conclusions sur ces événements. Rappelons également qu'une équipe d'inspecteurs de l'ONU se trouve sur place depuis le 18 août, distants d'une dizaine de kilomètres des sites frappés par les armes chimiques. On relève dans les médias de pressantes demandes dans la « communauté internationale » pour que le « régime » syrien accepte une enquête menée par des inspecteurs de l'ONU.

Cette même journée du 25 août le président el-Assad autorise les inspecteurs de l'ONU, dont il sollicitait la venue en Syrie depuis 4 mois, à se rendre sur place pour mener une enquête, ce qu'ils pourront faire après une première tentative vaine au cours de laquelle ils essuieront des tirs de snipers non identifiés, les autorités syriennes accusant les rebelles qui contrôlent la zone d'enquête d'en être les auteurs. Une forme de cessez-le-feu s'instaure néanmoins entre le 26 et le 29 août, permettant aux enquêteurs de se rendre sur le terrain en toute sécurité.

Comme pour le « massacre de Houla » 15 mois plus tôt, la prise de position du gouvernement français est à l'évidence concertée avec les partenaires qui sont les siens depuis le début de la crise, les « amis de la Syrie ». De même que c'est dans la même journée qu'à l'époque les

ambassadeurs avaient été expulsés des capitales occidentales, c'est dans le même tempo que les États-Unis, le Royaume-Uni et la Turquie vont prendre des positions fermes et belliqueuses envers le régime syrien.

Ainsi le même jour, peut-on lire dans une dépêche AFP, « *Dans le même temps, nous apprenions que le président américain Barack Obama et le premier ministre britannique David Cameron ont exprimé leur préoccupation face aux « signes de plus en plus importants » de l'utilisation d'armes chimiques par l'armée syrienne. « Ils sont tous les deux très préoccupés par l'assaut qui a eu lieu mercredi à Damas et les signes de plus en plus importants qu'il s'agissait d'une attaque significative aux armes chimiques, menée par le régime syrien contre son propre peuple », a déclaré le porte-parole de David Cameron. « Ils ont redit que l'utilisation conséquente d'armes chimiques mériterait une réponse sérieuse de la communauté internationale et ils ont tous les deux demandé aux responsables concernés d'examiner toutes les options », a-t-il ajouté. »*[xxxviii]

L'AKP (parti au pouvoir en Turquie) rédige une résolution qu'il présente au parlement, résolution discutée en session restreinte, présentée le jour-même de l'attaque et paraphé par le premier ministre Recep Tayip Erdogan. Cette résolution dit: « *Le régime a violé la loi internationale et a commencé à utiliser des armes chimiques, ainsi que des armes lourdes incluant des missiles balistiques et des attaques aériennes non discriminantes. Au final 1400 citoyens syriens, parmi lesquels une majorité d'enfants, ont été tués lors d'une attaque à l'arme chimique à Damas el 21 août 2013*»[xxxix].

Signe de cette intention, la marine états-unienne a ordonné la veille (24 août, l'Express) « *le déploiement d'un destroyer supplémentaire en Méditerranée, portant à quatre le nombre des navires équipés de missiles de croisière Tomahawk. La VIème flotte américaine, responsable de la Méditerranée, a décidé de laisser sur zone l'USS Mahan, qui devait initialement retourner à son port d'attache de Norfolk sur la côte est américaine et être remplacé par l'USS Ramage. (...) Ce renfort permet au Pentagone d'agir plus rapidement en cas d'intervention.* »[xl]

Deux jours plus tard (27 août), le ton se durcit et les accusations se font plus directes, comme en témoignent ces extraits de l'allocution du président Hollande à lors de la Conférence des Ambassadeurs[xli] : « *Tout porte à croire que c'est le régime qui a commis cet acte abject. Il le condamne définitivement aux yeux du monde. Car c'est une ignominie que de recourir à des armes que la Communauté des nations a banni depuis 90 ans dans toutes ses conventions internationales. (...) Aujourd'hui, notre responsabilité c'est de rechercher la riposte la plus appropriée aux exactions du régime syrien, une fois achevée l'essentiel de la mission d'enquête des Nations Unies. (...) La France est prête à punir ceux qui ont pris la décision effroyable de gazer des innocents.* » La sémantique est la même, avec quelques bémols, à la tête de tous les états membres du club des « amis de la Syrie ».

Le 28, par exemple, le premier ministre britannique David Cameron annonce sur tweeter que « *Le Royaume-Uni a rédigé une résolution condamnant l'attaque à l'arme chimique par (le président) Assad et autorisant les mesures nécessaires*[xlii] *pour protéger les civils.*»

Dans le même temps les « amis de la Syrie », anticipant sur un plus que probable veto russe, multiplient les déclarations comme celle de

Christophe Barbier du 22 août promouvant une intervention militaire en dehors du cadre de l'ONU.

La Syrie par son ministre des affaires étrangères Walid al Mouallem conteste l'utilisation d'armes chimiques par le gouvernement syrien, demande instamment que ceux qui l'accusent avancent des preuves tangibles. En cas de frappes, la Syrie se défendra avec les moyens qui sont les siens. La Russie et l'Iran mettent en garde contre toute intervention militaire en Syrie dont les conséquences, disent-ils, ne pourraient être que catastrophiques.

Par ailleurs, la perspective d'une intervention armée en dehors du cadre de l'ONU suscite de nombreuses et vigoureuses protestations dans la « communauté internationale ». La Chine met à son tour en garde contre toute intervention sans l'aval du Conseil de Sécurité, laquelle contredirait les principes énoncés dans sa charte. L'assemblée vénézuélienne condamne et réaffirme sa solidarité avec la Syrie. La délégation yéménite apporte son soutien. La Russie et l'Iran réaffirment leur hostilité à toute ingérence militaire internationale.

Le 30 août, les services de renseignement états-uniens, se basant sur 13 des 35 vidéos lancées sur YouTube dans les sept heures suivant l'attaque chimique[xliii], une écoute téléphonique d'un officier syrien, et des images satellites, affirment que toutes les preuves sont réunies pour confirmer la responsabilité du « régime » syrien dans l'attaque chimique de la Ghouta.

Le secrétaire d'état John Kerry, le même jour, lors d'une conférence de presse dans la salle des traités de la Maison Blanche[xliv], reprend ces « preuves » et accuse sans détours les autorités syriennes d'être les auteurs de l'attaque à l'arme chimique :

« Lisez tous, par vous-même, les preuves qui nous viennent de milliers de sources, des preuves déjà rendues publiques, et lisez vous-même le verdict porté par nos spécialistes du renseignement sur l'attaque aux armes chimiques infligée par le régime de Bachar el-Assad à l'opposition et aux quartiers contestés ou contrôlés par l'opposition dans la banlieue de Damas le 21 août au lever du jour. (...) Notre communauté du renseignement a examiné et réexaminé avec la plus grande attention les informations concernant cette attaque, et soyez assurés que cet examen a été effectué en gardant particulièrement à l'esprit l'expérience irakienne. (...) La communauté du renseignement des États-Unis a la confiance la plus absolue dans tous ces éléments que je viens de vous donner, et dans toutes ces informations que nous possédons. Une confiance absolue. C'est une question de bon sens. Ce sont des preuves, Ce sont des faits. (...) si nous choisissons de vivre dans un monde où un bandit et un assassin comme Bachar el-Assad peut gazer sa propre population en toute impunité, même après que les États-Unis et leurs alliés aient dit non, et que le monde décide de ne rien faire, il n'y aura plus de limite aux défis lancés à notre détermination ni aux dangers qui émaneront de ceux qui pensent qu'ils peuvent faire comme bon leur semble. »

Cette démonstration sera appuyée deux jours plus tard par un rapport de la DGSE apportant lui aussi son lot de « preuves ». Le Journal Du Dimanche fait sa Une dessus, annonçant : « *Armes chimiques : les preuves des services français* »[xlv].

Ces preuves sont qualifiées de « mensonges » par le ministre des affaires étrangères syrien dans un communiqué officiel lu à la télévision :

« *Ce que l'administration américaine a qualifié de preuves irréfutables (...) n'est rien de plus que d'anciennes histoires diffusées par les terroristes (ndlr: les « rebelles ») depuis plus d'une semaine, avec tout ce qu'elles comportent de mensonges, de fabrications et d'histoires montées de toutes pièces.* »

Vladimir Poutine déclare que « *les accusations contre le régime syrien sont d'une absurdité totale* » et qualifie d'« *inacceptables* » les menaces des États-Unis. Il rappelle à la mémoire d'Obama, le prix Nobel de la paix qui lui a été remis au début de son mandat en récompense des promesses qu'il incarnait, et salue le refus (à 13 voix près) de la Chambre des Communes anglaise d'avoir voté contre une intervention en dehors du cadre de l'ONU.

En effet, pour la première fois le camp des « amis de la Syrie » commence à se fissurer. Le président Obama, le 31 août, recule lui aussi pour la première fois. Il se déclare toujours en faveur d'une intervention militaire, mais annonce la décision de soumettre cette éventualité au vote du Congrès des États-Unis. Un plan de frappes ciblées[xlvi] franco états-unien avait été préparé pendant la semaine, en vue de *punir* le « régime » d'el-Assad. Le gouvernement français était persuadé que l'attaque était pour le lendemain et est extrêmement désappointé de se trouver soudain seul l'épée à moitié tirée du fourreau.

La surprise est d'autant plus grande que le 30 août John Kerry avait présenté les « preuves » de la responsabilité du régime syrien dans l'attaque du 21 août.

Cette annonce d'Obama repousse de facto toute campagne de frappes en Syrie après le 9 septembre, date à laquelle le Congrès doit se prononcer sur cette éventualité.

La raison principale de ces deux reculs serait le tir de deux missiles balistiques depuis une base de l'OTAN vers la Syrie, missiles aussitôt repérés par les radars russes et neutralisés. Ces tirs auraient été destinés à tester l'efficacité du système de défense syro russe. Cet épisode aurait ensuite été maquillé en exercice militaire Etats-unis/Israël[xlvii].

La sémantique états-unienne demeurant toutefois des plus belliqueuses, les alliés de la Syrie montent au créneau de nouveau, Russie, Chine et Iran en tête. Sergueï Lavrov se plaint de ce que, lorsqu'on demande aux États-Unis des preuves plus tangibles que les vidéos des « rebelles » ou l'écoute de l'officier syrien, ils répondent que leurs informations sont secrètes et ne peuvent pas être partagées. Une intervention armée basée sur des preuves aussi fragiles ne pourra être considérée par la Russie que comme une agression.

Le 3 septembre, Bachar el-Assad, dans un entretien au Figaro, rejette les preuves avancées par les services états-uniens et français, pointe l'absurdité pour son armée de lancer des armes chimiques dans des zones où ses propres soldats risqueraient d'être intoxiqués, souligne que des interceptions téléphoniques ne sauraient être qualifiées de preuves, de même que des vidéos tournées par les « terroristes », met en garde contre le risque d'une guerre régionale, évoque des répercussions négatives pour les intérêts de la France. Il avance qu'il ne faut pas

faire confiance aux états-uniens, que 80 à 90% des hommes armés que son armée combat sur le terrain sont des terroristes liés à al Qaïda. Il dénonce le soutien apporté par ces terroristes par l'Arabie saoudite, la Turquie, la Jordanie, la France, les États-Unis, et le Royaume-Uni. En ce qui concerne la France, « *(elle) a décidé de renoncer à son indépendance et est devenue la subalterne de la politique américaine* », et il juge absurde de « *s'opposer à des gens comme Mohammad Merah en France, et les soutenir en Syrie* » et de « *combattre le terrorisme au Mali et le renforcer en Syrie* ».

Le 6 septembre, en marge du sommet du G20 de Saint-Pétersbourg, 11 chefs d'état et représentants des pays de ce groupe (Australie, Arabie saoudite, Canada, Corée du sud, Espagne, États-Unis, France, Royaume Uni, Italie, Japon, Turquie) se déclarent prêts à une intervention en Syrie sans l'aval de l'ONU[xlviii], [xlix]

Le tournant du 9 septembre 2013

La journée du 9 septembre marque le tournant dans l'affaire des tirs à l'arme chimique sur la Ghouta. Le ministre des affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, émet une proposition qui suscite la surprise générale : il appelle les dirigeants syriens « *à accepter de placer sous contrôle international leurs stocks d'armes chimiques, et ensuite de les détruire* », proposition immédiatement acceptée par Damas.

Le 12 septembre, dans un entretien à la télévision russe, Bachar el-Assad pose ses conditions pour le démantèlement de son stock d'armes chimiques : les États-Unis doivent cesser d'aider les rebelles, de leur livrer des armes, et de menacer Damas. Il annonce également à cette occasion que la Syrie va déposer une demande d'adhésion à l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC). La Syrie transmettra ensuite les informations sur ses stocks d'armes chimiques.

Le 14 septembre, John Kerry et Sergueï Lavrov se rencontrent à Genève et tombent d'accord sur le plan de démantèlement du stock d'armes chimiques de la Syrie, accord officialisé par une conférence de presse commune. L'accord prévoit que d'ici une semaine la Syrie doit transmettre toutes les informations concernant son arsenal, et que le non-respect par la Syrie de cette échéance entraînera le dépôt d'une résolution impliquant le chapitre 7.

Le 15 septembre, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki Moon annonce l'adhésion de la Syrie à l'OIAC le 14 octobre prochain, et salue l'accord scellé entre Kerry et Lavrov. Tout le monde salue l'accord du côté des soutiens de Damas.

Les informations relatives à ses stocks d'armes chimiques sont transmises le 19 septembre par les autorités syriennes, et le 1er octobre, une vingtaine d'inspecteurs de l'OIAC pénètrent en Syrie par la frontière libanaise. Comme le souligne une dépêche AFP publiée le même jour, « *Il s'agit de l'une des opérations de désarmement les plus ambitieuses et les plus dangereuses jamais tentées. De telles opérations ont déjà été entreprises en Irak et en Libye mais jamais en pleine guerre.* »

Et, pour l'ensemble des observateurs avertis, un embrasement général a été évité.

Deuxième partie : Rapport des documents contredisant le récit officiel

La version des faits défendue par des états comme la France, les États-Unis, la Turquie, ou Israël, a été battue en brèche dans les jours et les mois suivant les événements par divers articles et rapports, que je vais à présent résumer, dans l'ordre chronologique de leur parution : le rapport de l'ISTEAMS du 11 septembre 2013, le rapport final de l'ONU du 18 décembre 2013, l'article de Seymour Hersch du 19 décembre 2013, le rapport de Théodore Postol et Richard Lloyd du 14 janvier 2014, le rapport des avocats turcs paru le même jour, le second article de Seymour Hersch du 17 avril 2014.

Le point commun de tous ces documents est qu'ils ont été ignorés ou déformés par les médias, si bien que le grand public ignore qu'il existe une constellation d'éléments solides et convergents remettant en cause le récit officiel de l'attaque chimique du 21 août 2013. Mis bout à bout, ces documents dessinent un scénario bien différent de celui unanimement martelé par les médias et politiques « amis de la Syrie ».

Le rapport de l'ISTEAMS du 11 septembre 2013

L'analyse des vidéos diffusées par les rebelles dans la journée du 21 août est cruciale dans la mesure où elles ont servi d'aliment à la campagne médiatique mondiale qui devait retourner définitivement l'opinion publique en faveur d'une intervention armée en Syrie.

Le 11 septembre 2013, L'International Support Team for Mussalaha in Syria (ISTEAMS), présidée par la mère Agnès Mariam de la Croix, rend un rapport de 50 pages sur 13 vidéos érigées en preuves par les services de renseignement états-uniens.

La décision de les examiner attentivement a été prise après que plusieurs familles dont les enfants ont été enlevés les jours précédant l'attaque chimique ont contacté l'ISTEAMS pour signaler qu'ils reconnaissaient des proches sur certaines vidéos.

L'ISTEAMS pointe de nombreux indices d'anomalies et de manipulations:

Il est dit que la plupart des gens qui ont été gazés l'ont été pendant leur sommeil. Cela veut dire que les gens qui ont été gazés étaient chez eux et que les sauveteurs avaient les moyens de les identifier. Or presque tous les cadavres sont anonymes, identifiés seulement par un numéro scotché.

Il est dit que 67% des victimes sont des femmes et des enfants. Or sur les vidéos, on ne voit aucune femme, et que des hommes dans la force de l'âge et des jeunes enfants qui par ailleurs semblent de la même tranche d'âge, en groupes. Dans les alignements ils ne sont *jamais* « en famille ».

On ne comprend pas pourquoi ces enfants ont été emmenés dans les antennes médicales sans leurs parents. Aucune famille syrienne « normale » n'apparaît dans les alignements de cadavres.

Les vidéos 1 et 6 montrent un même enfant en T-shirt rouge. Ces vidéos sont censées avoir été tournées dans deux secteurs différents (Hamouria pour la première, Jobar pour la deuxième). Dans la première il est mort, ses habits sont trempés, il gît sur un sol en ciment, au milieu d'autres enfants et d'infirmiers. Une femme au début tente en vain de le ranimer avec des tapes dans le dos. Mais on a bien vu avant qu'il était mort. Dans la 6 il est en train d'agoniser, sur un sol en carrelage, parcouru de tremblements spasmodiques. Il est tout seul et personne ne lui porte secours.

La vidéo 11 montre une morgue improvisée, à Kafr Batna, dans laquelle des dizaines de cadavres d'enfants et d'hommes sont disposés dans un relatif désordre. Cette même pièce a été filmée dans un reportage d'al Jazeera dans laquelle six des « acteurs » ont déjà été placés. Dans la vidéo 11 ces cadavres sont exactement au même endroit, les espaces alentours ayant été entre temps remplis par d'autres cadavres en utilisant au mieux l'espace disponible. Par ailleurs, 9 des enfants figurant dans cette mise en scène ont été filmés dans un autre quartier, celui d'al Marj, dans une autre configuration, ce qui implique qu'ils ont été transportés pour des raisons qui n'ont rien à voir avec l'humanitaire (p 27 du rapport, voir illustration infra). Sur cette vidéo d'al Marj, on distingue par ailleurs une petite fille que l'on retrouve sur une troisième vidéo, dans un troisième assemblage, à Jobar.[lii]

Le dossier de l'ISTEAMS donne d'autres exemples de manipulations des victimes avec d'amples détails.

La rapidité avec laquelle ces mises en scène ont été effectuées : anesthésies, transports de « corps » d'une zone à l'autre, disposition ordonnée ou à tout le moins réfléchie dans des morgues improvisées, tout cela ne peut avoir été fait en aussi peu de temps, avec aussi peu de protection, d'autant que le gaz, extrêmement dangereux, inodore, était actif encore une demi-heure après le tir. Ces images pourraient avoir été tournées antérieurement à l'attaque.

Il ne peut y avoir autant de victimes « non identifiées » alors que presque toutes les victimes étaient censées résider dans cinq quartiers de la Ghouta est.

Le rapport avance l'explication suivante : les familles ayant reconnu leurs enfants dans les alignements de cadavres vivent dans les environs de Lattaquié. Le 4 août le front al Nosra y avait investi 11 villages alaouites et à cette occasion enlevé 150 femmes et enfants[liii] : ces enfants auraient pu servir en complément de l'attaque chimique, pour lui donner un caractère encore plus horrible et spectaculaire. En plus d'user véritablement d'armes chimiques dans la partie orientale de la Ghouta, des « rebelles » auraient décidé d'en amplifier les apparences en tuant chimiquement ou en anesthésiant un grand nombre d'enfants capturés auparavant. Cette capture préalable aurait par ailleurs, une fois les enfants anesthésiés, rendu plus facile leur réunion et leur alignement dans des morgues. Cela expliquerait aussi pourquoi il y a une proportion

anormale d'enfants dans les vidéos, pourquoi aucun d'entre eux n'a dans un premier temps été identifié, et pourquoi il n'existe aucune vidéo de l'enterrement de l'un d'entre eux.

Une remarque sur le bilan des victimes : le Bureau Médical Unifié de la Ghouta avait donné, pour rappel, 1466 morts et 10000 intoxiqués, dont 67% de femmes et d'enfants. Il se pourrait que ce bilan soit à relativiser. Le 22 août, Libération annonce 1300 morts et 5000 intoxiqués, dont 75% de femmes et d'enfants. Le 24 août, Médecins Sans Frontières annonce 355 morts et 3600 personnes traitées dans les hôpitaux. Le 30 août, le rapport des services de renseignement états-uniens accusant Damas évoque 1429 morts dont 426 enfants. Le 31 août, l'OSDH dresse le bilan de 502 morts, dont 80 enfants, 137 femmes, et des dizaines de rebelles. Le 3 septembre, le rapport des services français fait état de 281 morts.

Cette incertitude sur le nombre de victimes est redoublée par la rareté des photos de leurs enterrements. Avec plus de 1000 victimes, on aurait pu s'attendre à des cérémonies importantes. Or les « rebelles » n'ont posté qu'une seule vidéo d'un enterrement, et l'on n'y voit que 8 corps, dont 3 ne sont pas recouverts du linceul blanc traditionnel. Aucun d'entre eux n'est d'un enfant. Cela renforce aux yeux des auteurs l'hypothèse que les enfants présents dans les alignements de cadavres n'ont pas été gazés, mais anesthésiés[liv].



(<http://arretsurinfo.ch/wp-content/uploads>

/2015/06/armes2.jpg)

Alors que les « rebelles » ont posté des dizaines de différents sites le 21 août, une seule a été tournée d'un enterrement, et on n'y compte que 8 personnes.

Le rapport de l'ISTEAMS a été complètement ignoré dans les médias.

Le rapport de Human Rights Watch du 10 septembre 2013

J'insère dans cette série d'articles et rapports remettant en cause le récit « officiel » un rapport du 10 septembre l'appuyant, publié par l'ONG Human Rights Watch (HRW)[iv]. Ce rapport est important dans la mesure où il a servi à l'époque de caution dans les médias pour accuser le régime syrien, et permet de se rendre compte du poids des mesures dans le relais des rapports prétendant apporter des lumières dans cette affaire de tir à l'arme chimique. A l'inverse des autres documents dont je propose dans ce chapitre un parcours, il a été massivement relayé, ses accusations contre le « régime » syrien étant reprises telles quelles dans des articles aux titres et chapeaux très engagés[vi].

Le 10 septembre, donc, l'organisation Human Rights Watch (Observatoire des Droits de l'Homme) publie un rapport de 22 pages qui accuse le régime syrien d'être à l'origine du tir à l'arme chimique du 21 août : « *En se basant sur les preuves disponibles, Human Rights Watch établit que les forces du gouvernement syrien ont été presque certainement responsables des attaques du 21 août.* » (page 7 du rapport)

Pour rendre ses conclusions, l'organisation s'est appuyée sur les observations d'un expert qui a examiné les témoignages d'habitants, les signes cliniques sur les victimes, et les vidéos postées par les rebelles.

Comme le rapport des Nations Unies du 13 septembre et celui de l'ISTEAMS du 11 septembre, l'organisation est d'accord sur les symptômes observés, les lieux d'impact des roquettes et leur nature : une roquette M14 dans la Ghouta ouest, et 8 roquettes Grad de 330 mm dans la Ghouta est. Les points de tirs sont situés à de 4 à 7 km des zones touchées.

Les éléments qui pointent la responsabilité du régime syrien sont : 1) l'échelle de l'attaque, deux zones cibles distantes de 16 km, et le nombre de roquettes: seul le régime syrien serait capable d'une attaque d'une telle ampleur. 2) des roquettes semblables à celles tombées dans la Ghouta est ont été filmées sur des vidéos de l'armée syrienne, et l'opposition ne disposait pas de telles armes. 3) la quantité de gaz utilisée : seul le régime syrien pouvait disposer d'une quantité aussi importante de gaz sarin, et des moyens techniques pour le manipuler sans danger. 4) le fait que des roquettes chimiques de type comparable ont déjà été utilisées les mois précédents dans des zones contrôlées par « l'opposition » 5) le fait que les zones touchées sont toutes contrôlées par « l'opposition ».

On peut faire de nombreuses objections à ce rapport, en anticipant forcément sur certains des « documents » ultérieurs que nous allons rapporter ensuite : 1) HRW n'a pas mené d'enquête de terrain. Dix témoins ont été interrogés par skype mais personne de l'organisation ne

s'est rendu sur place pour recueillir des échantillons et interroger directement les témoins. Ce n'est pas une objection absolue, mais la différence est de taille avec les enquêtes de l'ISTEAMS et de l'ONU qui s'appuient sur des observations directes. 2) les experts contactés par HRW pour analyser les vidéos n'ont repéré aucune des nombreuses anomalies relevées dans le rapport de l'ISTEAMS. 3) Les zones de tir des roquettes (distantes de 4 à 10 km des points d'impact) sont incompatibles avec les conclusions ultérieures de l'estimation indépendante de l'ONU, et du « rapport du MIT » de Lloyd et Postol de janvier 2014, selon lesquelles la portée maximale des roquettes de 330 mm lancées sur la Ghouta est ne peut excéder 2 km. 4) Ce même rapport avance que la confection de ces armes n'a rien d'une gageure et l'obtention des grandes quantités de sarin par des rebelles envisageable si, comme le suggère Seymour Hersch dans un article d'avril 2014, ils étaient assistés par une puissance belligérante comme la Turquie, ce qui est amplement éclairé par le rapport des avocats turcs de janvier 2014. 5) Que les zones touchées soient exclusivement des zones contrôlées par l'opposition n'est pas un argument. Des forces de l'opposition pouvaient tout à fait lancer ces armes contre les zones contrôlées par elles, pour ensuite accuser l'armée syrienne. C'est le principe de l'opération sous faux drapeau, dont il existe de nombreux cas bien documentés pour le XXème siècle et le début du XXIème siècle. Du reste nous avons le précédent immédiat du « massacre de Houla » du 25 mai 2012 qui est une opération sous faux drapeau[lvii]. Des gens qui sont capables de la manipulation de Houla sont tout à fait capables d'une manipulation de plus grande ampleur le 21 août 2013, et de moindre ampleur les mois précédents 6) Si des armes chimiques ont été utilisées les mois précédents dans des circonstances comparables, cela n'implique pas obligatoirement une responsabilité du « régime ». Dans son rapport du 18 décembre, l'ONU conclura à l'usage d'armes chimiques dans seulement 4 localités seulement, et dans 3 de ces 4 cas des soldats syriens ont été touchés. 7) les forces rebelles, sans exposé factuel sont exonérées de toute responsabilité avec un argumentaire minimal : « *HRW a enquêté sur les déclarations alternatives selon lesquelles les forces de l'opposition elles-mêmes étaient responsables des attaques du 21 août, et est parvenue à la conclusion que de telles déclarations manquaient de crédibilité et étaient incompatibles avec les preuves constatées sur le terrain.* » (page 1 du rapport)

Tout n'est pas faux dans ce rapport mais pour paraphraser ses rédacteurs, on pourrait résumer ainsi ses conclusion : *même si elles leur sont antérieures, les déclarations de HRW accusant les autorités syriennes manquent de crédibilité et sont incompatibles avec les analyses autrement plus solides du rapport de l'ONU du 13 septembre et du 18 décembre, de celui de l'ISTEAMS du 11 septembre, de celui de Mrs. Postol et Lloyd et celui des avocats turcs du 14 janvier 2014.*

Le rapport de HRW a les apparences d'un rapport de commande destiné à conforter la propagande des gouvernements de la zone OTAN impliqués dans la déstabilisation de la Syrie aux côtés des monarchies du Golfe, de la Turquie et d'Israël.

C'est le lieu de préciser que Human Rights Watch ne peut pas être considérée comme une organisation véritablement « indépendante », si l'on considère par exemple qu'en 2010, le milliardaire « philanthrope » George Soros s'est engagé à verser à l'ONG, via sa fondation l' « Open Society » 100 millions de dollars sur dix ans[lviii]. Or George Soros est connu pour être depuis une quinzaine d'années l'un des acteurs majeurs de l'organisation des « révolutions colorées » en Serbie en 2000, en Géorgie en 2003, en Ukraine en 2004, au Kirghizistan en 2005,

au Liban en 2005, en Tunisie et en Égypte en 2011, qui avaient pour but de remplacer des gouvernements en place non en raison de leur non-respect des droits de l'homme, mais parce qu'ils ne défendaient pas assez les « intérêts des États-Unis ». Ces révolutions colorées ont été menées avec l'appui de la CIA, comme l'expose un documentaire de Manon Loizeau de 2005 intitulé « les États-Unis à la conquête de l'ouest »^[lix].

Un deuxième rapport de HRW d'octobre 2013 sur les tueries des villages des environs Lattaquie

En octobre 2013, Human Rights Watch publie un nouveau rapport sur des massacres et enlèvements commis en Syrie le 4 août au sud-est de Lattaquié, soit un peu moins de deux semaines avant le tir à l'arme chimique dans la banlieue de Damas. La connexion entre ce rapport et l'affaire qui nous occupe ne saute pas aux yeux mais il faut le résumer ici pour trois raisons.

Après le cas de Khan el-Assal le 13 mars (attaque chimique) puis le 18 juillet 2013 (massacre), il s'agit d'un nouveau massacre commis sans contestation possible par des « rebelles ». Son bilan terrible, la barbarie des exécutions, la certitude quant à l'identité des agresseurs, aurait dû conduire à un relais massif dans les grands médias, ce qui aurait fatalement montré aux yeux de l'opinion publique certains « rebelles » sous leur vrai visage. Au contraire, ce rapport a été complètement ignoré dans les grands médias. Il a été pourtant évoqué et brandi par le directeur d'HRW France lors d'une table ronde sur la guerre en Syrie, à Blois, à mi-octobre 2013, en présence de plusieurs journalistes bien connus.

Ce rapport montre qu'une organisation dont les rapports sont cités par les grands médias quand ils accusent le « régime » syrien peut produire des rapports d'une tout autre facture qui eux sont passés sous silence. C'est un paradoxe, qui ne s'explique que par les tensions et pressions qui s'exercent sur ce genre d'ONG à dimension internationale et richement financée, qui doit conserver sa crédibilité dans son travail sur le long terme mais est susceptible d'être instrumentalisée pour des *coups* comme le rapport du 13 septembre. Si l'on compare les deux rapports, il saute aux yeux que le premier représente une étude bâclée sans fondements et remplie d'à peu près, et le second le fruit d'une enquête menée et exposée dans les règles de l'art. L'étude de HRW sur le massacre des villages des hauteurs au sud-est de Lattaquié est beaucoup plus longue et détaillée, s'appuie sur une étude de terrain approfondie, renvoie à un grand nombre de sources.

Ce rapport livre peut-être par ailleurs une pièce cruciale du puzzle, puisque certains des femmes et enfants enlevés par la même occasion dans les villages alaouites des environs de Lattaquié le 4 août par des « rebelles » sont les mêmes (les listes fournies dans les rapports se recoupant), que ceux répertoriés par le rapport de l'ISTEAMS du 13 septembre 2013 : ces deux rapports, produits par des entités pouvant être qualifiés d'antagonistes au vu de leurs soutiens (des financements internationaux et largement « occidentaux » pour HRW, et les autorités syriennes pour l'ISTEAMS) s'accordent sur le scénario de l'attaque du 4 août, sur le nombre et l'identité des victimes, de même que sur l'identité des coupables.

Résumons maintenant ce que rapporte HRW sur ce massacre au sud-est de Lattaquié qui aurait été accompagné d'enlèvement de femmes et d'enfants.

Vers 4 heures 30 du matin le 4 août 2014, un ensemble de villages alaouites des hauteurs à quelques dizaines de kilomètres au sud-est de Lattaquié sont assaillis par des centaines de combattants de l'opposition armée. Les hommes armés s'attaquent d'abord à trois postes de l'armée syrienne destinés à protéger ces villages. Ces postes sont rapidement submergés et 30 soldats syriens trouvent la mort en les défendant. Dans la foulée les groupes armés se disséminent dans une dizaine de villages alaouites dans lesquels ils procèdent à des massacres et à un enlèvement massif de civils sans défense.

HRW a collecté les noms de 190 personnes assassinées, parmi lesquelles 57 femmes, 18 enfants, et 12 vieillards. Dans certains cas, ils se sont contentés de tuer tous les hommes et d'enlever leurs femmes et leurs enfants, au nombre de 200.

Les enquêteurs ont pu se rendre sur place et enquêter sur ce massacre après l'autorisation des autorités syriennes qui lancent dès le lendemain une opération de reconquête qui est achevée le 18 août, au prix de 44 nouvelles pertes pour l'armée syrienne.

Les inspecteurs de HRW ont ainsi pu visiter cinq des villages attaqués et recueillir sur place des témoignages et des indices concordants sur la culpabilité de « rebelles ». 200 vidéos du massacre postées sur internet par leurs soins ont pu être examinées. Un officier du renseignement militaire syrien déclare que les hommes armés étaient équipés de fusils de précision à lunette de visée, de mortiers, de roquettes Grad, et de canons.

Cinq organisations sont en particulier mises en avant : la brigade Ahrar al-Sham, l'Etat Islamique en Irak et au Levant (alias Daech), Jabhat al-Nusra (lié à al Qaïda), Jaish al-Muhajireen, et al-Ansar-Suquor al-Izz.

Cette attaque coordonnée était prévue depuis plusieurs semaines, a été lancée depuis la Turquie, financée par de riches particuliers d'états du Golfe.

La Turquie et les états du Golfe sont mollement rappelés à leurs responsabilités, les « rebelles » et les autorités syriennes sont in fine renvoyés dos-à-dos, mais tous les éléments apportés par les auteurs du rapport pointent avec un grand luxe de détails et de sources la responsabilité de milices « islamistes » dans le massacre et les enlèvements.

Quant aux enlèvements, les détails suivants sont donnés : au nombre de 200 ce sont essentiellement des femmes et des enfants, dont une liste est donnée à la page 102 du rapport. Le but de ces enlèvements était de disposer d'une monnaie d'échange pour obtenir la libération de combattants « rebelles » capturés et emprisonnés par les autorités syriennes ; ceux-ci sont d'ailleurs pour la plupart encore en vie, comme en témoigneraient des vidéos d'eux postées début septembre 2013 dans lesquelles ils ont l'air bien portants.

On ne relève, comme signalé en préambule, presque aucune recension de ce rapport, à tout le moins du massacre, dans les sites des médias de masse, si l'on excepte celui du quotidien la Croix dans un article intitulé « *En Syrie des dizaines de civils alaouites ont été exécutés par des rebelles* ». Son auteur renvoie dans l'ensemble les deux camps dos-à-dos, mais quant à la responsabilité de ce massacre, suit HRW dans ses conclusions accablantes pour les « rebelles ».

Ce silence des médias de masse sur ce rapport contraste avec le relais fourni qui en a été fait sur des média alternatifs comme upsyrianews.com^[ix], world socialiste web site^[ixi], Allainjules.com^[ixii], le Comité Valmy, le Salon Beige^[ixiii], la Plume à Gratter^[ixiv], michelcollon.info.

Il nous faut revenir sur un point délicat : si les rapports de HRW et de l'ISTEAMS s'accordent sur le scénario de l'attaque du 21 août, ils ne s'entendent pas sur le destin des femmes et enfants pris en otages. HRW prétend qu'ils ont été enlevés contre rançon et toujours vivants, l'ISTEAMS qu'ils ont été utilisés dans les alignements de cadavres, après avoir été anesthésiés.

Rappelons un extrait de la conclusion du rapport de l'ISTEAMS : « *Nous sommes en contact étroit avec les survivants de ces horribles massacres perpétrés le 4 août par Jobhat al Nosra et ses alliés dans onze villages des montagnes de Lattaquié. En tant que comité de réconciliation nous sommes en train d'essayer de libérer 150 femmes et enfants afin de servir de monnaie d'échanges contre des prisonniers. Nous avons été contactés par certaines familles de femmes et d'enfants enlevés. Ils reconnaissent leurs proches sur les vidéos publiées qui montrent les prétendues victimes de l'attaque chimique de la Ghouta est.* »

Précisons également que HRW n'évoque pas un instant dans son second rapport l'hypothèse avancée par l'ISTEAMS, oubli impensable un mois après la parution de ce document fondamental, mais qui s'explique si l'on se souvient des conflits d'intérêt qui jettent le doute sur l'indépendance de cette organisation : beaucoup plus solide que le premier rapport, le second ne doit pas pour autant être considéré comme complet et entièrement conforme à la vérité des faits, et il n'est pas impossible qu'il ait été en partie réalisé pour jeter le trouble sur le rapport de l'ISTEAMS. Nous retiendrons donc, sauf preuve du contraire, la version des enfants enlevés à Lattaquié, transportés à travers la Syrie, anesthésiés ou ré-anesthésiés pour les besoins des alignements spectaculaires de « gazés ».

Il faut souligner enfin que les déclarations des membres survivants des familles ayant reconnu, selon ISTEAMS, sur les vidéos du 21 août certains enfants comme les leurs, pouvaient, à partir de mi-septembre 2013, être assez facilement soumises à vérification par tout enquêteur en rentrant à nouveau en contact avec ces survivants. Ce ne fut pas fait par les enquêteurs de HRW. A mi-octobre 2013, aux Rencontres d'histoire à Blois, le directeur de HRW France annonçant la publication tout récente du rapport a reconnu qu'il n'était pas au courant de ce point-clé vérifiable, qui lui fut signalé alors : « des enfants enlevés le 4 août ont été reconnus sur les vidéos du 21 août 2013 ».

Le rapport de l'ONU du 18 décembre 2013^[ixv]

Le rapport de la commission d'enquête de l'ONU sur l'usage d'armes chimiques en Syrie, dont les conclusions sont rendues publiques le 18 décembre 2013 est intéressant pour plusieurs raisons.

Ce rapport, pour commencer, montre à quoi peut ressembler une véritable enquête. Les premières pages détaillent les protocoles auxquels se sont astreints les inspecteurs de l'OIAC placés sous la direction de Ake Sellström, pour considérer ou rejeter les éléments apportés par les différents gouvernements qui ont dénoncé l'usage d'armes chimiques en Syrie entre octobre 2012 et août 2013. Il a fallu peu de temps pour réunir l'équipe d'enquêteurs et un peu plus pour la mettre à pied d'œuvre : Ake Sellström est nommé le 26 mars, son équipe constituée le 2 mai, le premier voyage à Damas a lieu le 25 juillet, l'équipe est au complet à Damas le 18 août. Ils ont à faire la lumière sur une vingtaine de cas d'usage d'armes chimiques, dont trois qu'ils n'avaient pas prévu. Ce « temps d'enquête » contraste avec la rapidité avec laquelle certains états comme le français, le britannique, le turc, l'états-unien, ou l'israélien, ont porté des accusations avec des preuves douteuses.

Entre octobre 2012 et août 2013, ce ne sont pas moins de 17 accusations qui ont été transmises à l'ONU par la Syrie, les États-Unis, le Royaume Uni, ou la France. Il est remarquable que presque tous les dossiers transmis par les pays occidentaux ont été rejetés comme trop peu étayés ou invérifiables, tandis que la plupart des dossiers transmis par la Syrie ont été considérés comme crédibles et ont abouti à une confirmation de la part de l'équipe d'enquêteurs. Sur les 17 cas proposés, 11 ont été rejetés, et 4 des 5 proposés par la Syrie ont été retenus finalement comme des cas d'usage avéré d'armes chimiques.

Dans trois de ces quatre cas, on compte des soldats de l'armée syrienne parmi les victimes. Dans aucun des cas retenus par les enquêteurs n'est recensé de « rebelles » victimes d'attaques chimiques.

L'utilisation d'armes chimiques est en particulier confirmée à Khan el Assal le 19 mars et dans la Ghouta le 21 août.

Deux des attaques confirmées se sont produites dans les jours suivants l'attaque du 21 août et dans ces deux cas des soldats syriens ont été touchés.

Aucune responsabilité n'est pointée car il n'entre pas dans les prérogatives de la commission d'établir des responsabilités, mais seulement d'établir si oui ou non il y a eu usage d'armes chimiques, et qui en a été victime. Cela peut-être parce que l'établissement des responsabilités, demandé expressément par le gouvernement syrien, avait été refusé par M. Ban Ki Moon après consultation des États-Unis, des Britanniques et des Français via leurs ambassadeurs à l'ONU.

La somme d'éléments dévoilés par le rapport confirme qu'il a été fait usage d'armes chimiques en Syrie, et suggère qu'il n'existe pas d'élément suffisant permettant de conclure à une culpabilité du régime syrien et à un usage systématique d'armes chimiques par ce dernier.

Le « rapport du MIT[*ixvi*] » du 14 janvier 2014

Le 14 janvier 2014, Theodore Postol, professeur et expert en sécurité nationale, en science, technologie, et société au Massachusetts Institute of Technology (MIT), université de grand renom dont sont sortis de nombreux prix Nobel, et Richard Lloyd, ancien inspecteur de l'ONU qui a travaillé pour des grands groupes privés d'armement comme Raytheon, font paraître une étude^[xvii] remettant en cause les conclusions des services de renseignement états-uniens présentées le 30 août pour incriminer le régime syrien dans l'attaque chimique de la Ghouta. Dans cette étude les auteurs établissent que:

« *Les munitions chimiques artisanales utilisées le 21 août, lors de l'attaque à l'agent neurotoxique ont une portée de 2 km.*

« *L'évaluation indépendante des Nations Unies de la portée des munitions chimiques concorde parfaitement avec nos résultats.*

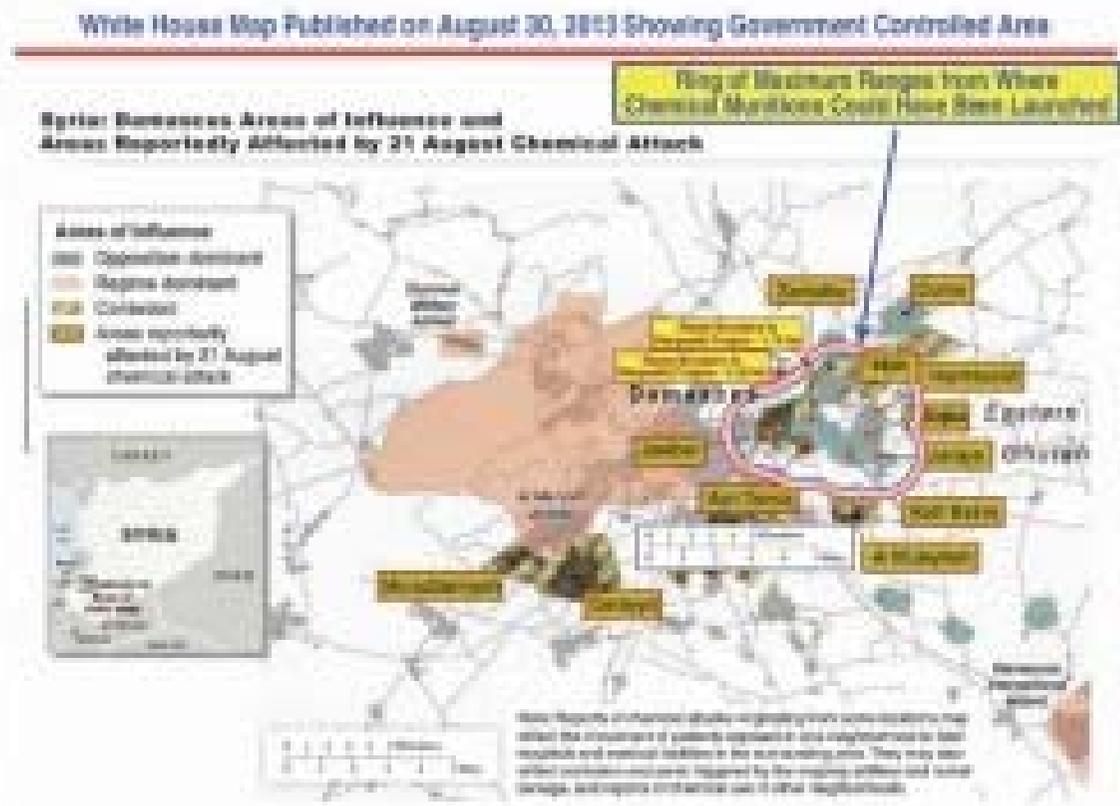
« *Cela indique que ces munitions ne peuvent pas avoir été tirées sur la Ghouta Est depuis le « cœur », ou la frontière orientale de la partie de Damas contrôlée par le gouvernement syrien, telle que délimitée par la carte des services de renseignement utilisée par la Maison Blanche le 30 août 2013.*

« *Cette information erronée aurait pu nous mener à une action militaire états-unienne injustifiée basée sur de fausses informations.*

« *Un examen correct du fait que les munitions étaient d'une portée aussi réduite nous aurait menés à une évaluation complètement différente de la situation à partir des données collectées.*

« *Quelles que soient les raisons de ces énormes erreurs commises par les services de renseignement, la source de ces erreurs doit trouver des explications.*

« *Si la source de ces erreurs n'est pas identifiée, les procédures qui ont mené à cette faillite du renseignement demeureront inchangées, et les probabilités d'un futur désastre politique s'accroîtront certainement.»*



(<http://arretsurinfo.ch/wp-content/uploads>

/2015/06/armes-3.jpg)

Carte produite par les auteurs en page 9 de leur rapport

Comme dans le rapport présenté par les autorités états-uniennes, les zones de lancement de roquettes sont situées à 9/10 km des points d'impact (cette analyse vaut pour les 4/7 km avancés par HRW), et comme l'armée syrienne, si l'on se fie à la série de cartes explicatives contenues dans le rapport, aurait dû, pour atteindre chacune des cibles, s'approcher à l'extrême limite de la portée autorisée par de telles roquettes, la suspicion est jetée sur l'interprétation qui a été faite de l'événement par les services de renseignement états-uniens.

Les extraits de munitions collectés sur le terrain (pour la Ghouta est) montrent qu'il s'agit de roquettes « Grad » modifiées pour être équipées chacune d'une charge chimique d'environ 50 litres. Les roquettes ne sont pas très endommagées car la charge explosive a été réduite, afin de favoriser une diffusion efficace de l'agent chimique. Ces roquettes de fabrication russe sont de technologie ancienne[^{xviii}] et largement répandues. Contrairement à ce qu'affirmait John Kerry le 30 août, des groupes armés isolés pouvaient tout à fait confectionner et assembler de telles armes, qui au demeurant n'ont pas été déclarés par les autorités syriennes à l'OIAC.

Et si ces groupes armés étaient assistés par les services de renseignement de pays maîtrisant ces technologies (au moins dans la formation des artificiers), c'était évidemment encore plus faisable. C'est peut-être ce qui s'est passé, comme nous allons le voir en prenant connaissance du rapport des avocats turcs du 14 janvier 2014 (même date), et de deux articles de Seymour Hersch, publiés le 19 décembre 2013 et le 17 avril 2014.

Le traitement médiatique qui a été fait du « rapport du MIT » en France est minimal. Sur la toile nous n'avons relevé qu'une recension, sur le site du Point, par Armin Arefi. La première phrase de son article : « *L'incident est passé relativement inaperçu* » résume bien la chose, même si « *complètement* » aurait mieux convenu. Et peut-être n'aurait-il pas été évoqué du tout si lors d'un des mardis de l'ESSEC (4 février 2014) auquel le ministre des affaires étrangères Laurent Fabius était invité, un journaliste de l'Agence Info Libre ne l'avait pas interpellé de la sorte[lxix] : « *La France s'est illustrée par son empressement à condamner cette attaque et à l'attribuer à Bachar el-Assad. Aujourd'hui, c'était le 14 janvier 2014, une étude du MIT menée par M. Lloyd et M. Postol affirme que Bachar el-Assad n'était pas à l'origine de cette attaque chimique. Est-ce que ici, aujourd'hui devant cette assemblée, vous pourriez reconnaître que vous vous êtes trompé sur cette situation et présenter vos excuses* » A quoi le ministre avait répondu : « *Certainement pas (rires dans la salle)... M. Fabius n'est pas en cause. Il y a eu une enquête des Nations Unies, qui a diligenté beaucoup d'experts, qui ont établi de la façon la plus ferme qu'il y avait eu un massacre chimique, et que ce massacre chimique trouvait son origine dans les rangs du régime. Mais il y a toujours des gens pour contester l'évidence. Malheureusement l'évidence est absolument incontestable, et les mêmes personnes, en l'occurrence M. Bachar el-Assad, qui n'iaient deux jours avant qu'ils possèdent des armes chimiques ont été obligés de reconnaître qu'ils en possédaient et qu'ils les avaient utilisées. Faites attention, monsieur, il faut bien sûr toujours être très méticuleux sur les preuves, mais quand on est en face d'un criminel, il faut dire que c'est un criminel.* »

Ce bref échange, qui a beaucoup circulé sur internet et poussé de trop rares journalistes à évoquer le « rapport du MIT », est intéressant à deux titres.

1) M. Fabius formule en un rien de temps trois mensonges flagrants : 1) le rapport de l'ONU n'accuse aucune des parties belligérantes ; 2) la Syrie n'a jamais nié qu'elle disposait d'un arsenal chimique ; 3) le président el-Assad n'a jamais dit ou reconnu y avoir déjà eu recours.

2) M. Fabius est la seule personnalité de stature internationale à avoir osé remettre en cause (indirectement en fait puisqu'il ne répond pas à la question du journaliste, notez au passage comment il commence par parler de lui à la troisième personne) un rapport co-rédigé par un professeur travaillant dans l'une des universités les plus renommées du monde.

Ce n'est pas la première fois que l'on peut constater ce genre de mensonge politique et de silence médiatique depuis quatre ans. Chaque fois qu'un élément vient gripper ou réduire à néant l'harmonie de la légende de l'ignoble-dictateur-qui-massacre-son-propre-peuple, il est ignoré ou diffamé.

Le rapport des « avocats turcs pour la justice » du 14 janvier 2014

Le 14 janvier 2014, un groupe de 45 avocats et intellectuels turcs publient un rapport dénonçant « *les crimes contre l'humanité* » commis en Syrie, et pointant directement la responsabilité de « *l'opposition armée* » dans ces atrocités. Ces conclusions s'appuient sur une somme de faits détaillés. La majeure partie du rapport dresse l'historique de ces violences commises en Syrie depuis le début des événements, et une partie spécifique est consacrée à l'attaque à l'arme chimique du 21 août 2013 dont est donnée une version assez détaillée.

Dans ce résumé nous nous concentrons sur l'affaire des armes chimiques, mais il est impossible de ne pas commencer par énumérer sommairement les faits généraux accablants pour l'opposition armée parmi les plus importants relevés et documentés par les auteurs du rapport. Je renvoie pour les détails et les sources à la version intégrale du rapport consultable sur internet[[lxx](#)].

Les auteurs pointent la spécificité des événements de Syrie qui réside en ce que d'habitude il faut des années avant de disposer de suffisamment d'éléments pour étayer l'accusation de complot, alors que dans ce cas on dispose d'une pléthore, et pour ainsi dire en temps réel.

Ils produisent des éléments indiquant que les manifestations pacifiques étaient dès le début des événements, en mars 2011, accompagnées d'exactions de la part de groupes armés contre des civils, des fonctionnaires, et des militaires de l'armée régulière. Ils donnent de nombreux exemples, attirant en particulier l'attention sur l'exécution de 120 militaires syriens lors de la prise de la caserne de Jisr ech Choughour le 6 juin 2011, qualifiée de « tournant ».

L'opposition armée est répartie en différentes « *brigades* » en fonction de leur pays pourvoyeur et de leur enracinement géographique. Certaines brigades sont composées de mercenaires syriens de confession sunnite, d'autres de combattants étrangers. Toutes ces brigades, sans exception, y compris ce qu'on appelle « l'Armée Syrienne Libre », qu'il est impossible de distinguer des milices à coloration « islamiste » comme le Front al Nosra, se sont rendues coupables de crimes contre l'humanité.

« *Dans l'éventail des crimes de guerre répertoriés par le Statut de Rome, presque tous les crimes suivants ont été perpétrés par les groupes armés et les gens qui se battent contre l'état syrien et les populations: assassinats, traitements inhumains, torture, traitement humiliant et dégradant d'individus, prises d'otages, jugements et exécutions en dehors de toute procédure légale, attaques contre les civils, attaques contre des bâtiments, du matériel, des unités médicales et de transport, et des personnels portant les emblèmes distinctifs des conventions de Genève, attaques dirigées contre des personnels, des installations, du matériel, des unités ou des véhicules impliqués dans l'assistance humanitaire et les missions de maintien de la paix, pillages de villes ou de localités, viols, enrôlement d'enfants soldats, déplacements de populations civiles, déclarations qu'aucun quartier ne sera fait, soumission d'individus à des mutilations physiques (...), destruction ou rapine de la propriété d'un adversaire* ». On doit ajouter à cette liste la destruction, le pillage ou la dégradation volontaire de sites antiques, historiques, et

religieux

Dans le point suivant (2.1.2), les auteurs du rapport donnent de nombreux exemples documentés de ces exactions.

Ces brigades sont soutenues par des états comme la Turquie, Israël, le Qatar, l'Arabie Saoudite, qui leur apportent hébergement, soins médicaux, et soutien logistique et financier. Le rapport insiste en particulier sur le rôle crucial de la Turquie, par laquelle transite l'essentiel des armes et des combattants armés, dont certains ont été transférés depuis la Libye après la chute de Mouammar Kadhafi. *« Il est possible d'exposer des milliers d'exemples concernant le lien entre l'administration AKP (le parti au pouvoir) et les groupes armés pendant trois années. »*

Les auteurs rapportent des déclarations non ambiguës d'officiels étatsuniens et turcs montrant que la déstabilisation de la Syrie était prévue depuis des années[lxxi].

Passons à l'attaque chimique du 21 août 2013.

Première remarque à faire, soulignent les auteurs : *« le soutien de la Turquie aux groupes armés n'est pas un secret dans les relations internationales. Dans la lettre approuvée par les Russes présentée au président Obama et signée par 12 agents secrets à la retraite, parmi lesquels l'ancien chef d'opérations de la CIA Patrick Giraldi, et l'ancien cadre de la NSA Thomas Drake, [on peut lire] : « Nous avons été informés que les 13-14 août 2013, les forces de l'opposition (...) ont entamé des préparatifs à grande échelle en Turquie en vue d'une opération militaire majeure non conventionnelle. Les discussions entre les commandants exécutifs militaires des opposants et les spécialistes du renseignement du Qatar, de la Turquie, et des États-Unis ont été menées dans une base militaire localisée à Antakya (sud de la province du Hatay) qui appartenait auparavant à l'armée turque et qui à présent est utilisée par l'ASL et ses soutiens comme centre de commandement. »*

Signalons que cette information a été publiée sous forme de lettre ouverte à John Kerry et Sergueï Lavrov le 6 septembre 2013 par une association des Veteran Intelligence Professionals for Sanity (VIPS)[lxxii].

Les auteurs du rapport donnent des éléments précis quoique parcellaires concernant l'organisation de l'opération : en confirmation des preuves fournies par les Russes, les missiles chimiques auraient été tirées depuis une zone contrôlée par la brigade « Liwa el Islam ».

Preuve de cette responsabilité de la brigade « Liwa al Islam » : *« le 15 septembre 2013, trois militants sont tués par des peshmergas du gouvernement régional du Kurdistan irakien. Sur leurs téléphones portables on trouve des images de la préparation d'une attaque nommée « Opération Grand Froid ». La bannière de « Liwa el Islam » apparaît sur les armes tandis que des hommes de l'organisation sont équipés de masques à gaz », ce qui a permis au ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov de faire le commentaire suivant : « Les opposants mettent sur internet montrant qu'ils se préparent. Nous disposons de preuves montrant qu'il s'agit d'un scénario qui a été planifié à l'avance. »*

Concernant la partie logistique de l'opération, les avocats turcs avancent que *« lors de l'opération de police organisée contre les*

membres du front al Nosra liés à al Qaida à Adana en mai 2013, des substances chimiques nécessaires à la composition de gaz sarin ont été saisies. L'acte d'accusation avancé par le bureau du procureur d'Adana mentionne que Heyssam Kassab, né à Homs en Syrie, a créé un vaste réseau en Turquie en vue de se procurer les matériaux nécessaires à la production d'armes chimiques. Plus encore, Heyssam Kassab a avoué au bureau du procureur qu'il n'était pas membre d'al Qaida mais de Liwa el Islam. »

« La brigade Liwa el Islam est dirigée par Zahran Allouch, d'origine saoudienne et connu pour ses proches relations avec le prince Bandar Ben Sultan, chef des services de renseignement saoudiens. »

« Lors de son audition, Kassab a avoué que l'ASL cherchait à se procurer des matériaux chimiques, sans donner plus de détails. Inexplicablement, l'homme a été relâché après sa première audition, avec le droit de quitter la Turquie. »

Par ailleurs « ce sont des hommes de Liwa el Islam qui ont permis aux enquêteurs de l'ONU d'accéder aux zones touchées par les missiles dans la Ghouta est. »

Les avocats turcs soulignent que ce cas exemplaire indique, en plus de nombreux autres énumérés et détaillés, une complicité du pouvoir et des autorités judiciaires turques au plus haut niveau, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan étant souvent cité dans ce genre de contexte, lesquels en conséquence devraient être considérés avec les terroristes comme coupables des innombrables crimes contre l'humanité commis en Syrie depuis le début des événements, et poursuivis en tant que tels (accusation formelle des auteurs p 32).

Malgré la qualité et le nombre des auteurs du rapport, malgré la précision des détails et des sources fournies, ce rapport a été complètement ignoré par les médias français, qui n'y ont pas consacré une ligne.

Sur la toile je n'ai relevé qu'un seul compte-rendu de ce rapport accablant pour l'opposition armée en Syrie : sur le site du Parti Communiste Français. Ce compte-rendu a été relayé par des sites alternatifs comme legrandsoir.info, ilfattoquotidiano, centpapiers.com, partiantioniste.com, michelcollon.info. Bref, nous retombons dans le schéma classique du traitement des événements de Syrie par les médias français.

8 décembre 2013 : un article de Seymour Hersch

Deux articles de Seymour Hersch publiés en septembre 2013 et en avril 2014 pointent une connaissance précédant de l'usage d'armes chimiques et une complicité de la Turquie dans cette opération.

Comme le MIT, le journaliste Seymour Hersch, prix Pulitzer 1970, et spécialiste des questions de renseignement, est ce qu'on appelle une autorité.

Seymour Hersch s'est entretenu avec des officiers du renseignement et militaires en exercice et à la retraite, qui remettent en cause les éléments présentés par la Maison Blanche comme des preuves crédibles et voient dans cette affaire d'armes chimiques une vaste manipulation. Ils trouvent étrange que les *morning reports*[**lxxiii**], du 20 au 23 août ne contiennent presque rien sur la Syrie, et rien du tout sur l'attaque chimique ; la Maison Blanche aurait été sous informée pendant cette séquence cruciale.

Résumé de l'article

Un système de capteurs secrets à l'intérieur de la Syrie a été installé pour contrôler les sites d'armes chimiques. Ces capteurs ont été installés à proximité de tous les sites. Ces « *capteurs sont suivis par le National Reconnaissance Office (NRO) qui contrôle tous les satellites de renseignement américains en orbite* ». Ces capteurs peuvent alerter les États-Unis et Israël si des ogives contenant du sarin sont utilisées. Alerte d'autant plus efficace que lorsqu'une bombe au sarin est assemblée, elle doit être lancée au plus tard 3 jours après remplissage de la munition. Ces capteurs n'ont rien relevé d'anormal dans les jours précédant l'attaque du 21 août.

Pour constituer le dossier du 30 août, il a été demandé à la NSA d'éplucher d'énormes quantités d'écoutes téléphoniques recueillies sur le sol syrien afin de recueillir, de manière rétroactive, des échanges compromettants. « *Le tri sélectif des données était similaire à la procédure utilisée pour justifier la guerre en Irak* », et n'a pas donné de résultats très convaincants.

En fait toutes les informations qui ont servi à étayer l'accusation états-unienne n'ont pas été collectées avant ou pendant les événements, mais par la suite.

Les inspecteurs de l'ONU n'ayant pu accéder aux « scènes du crime », et sous contrôle des « rebelles », que 5 jours après le tir, le rapport du 16 septembre avertit : « *Comme pour d'autres sites, ces sites ont été largement fréquentés par d'autres personnes avant l'arrivée de la mission ... Pendant notre séjour, des individus sont arrivés en transportant d'autres munitions suspectes, ce qui indique que ces éléments de preuve potentiels sont en train d'être déplacés et peut-être manipulés.* »

En examinant les photographies de l'ONU, le professeur Theodore Postol a établi que les roquettes étaient de facture artisanale, n'étaient pas répertoriées dans l'arsenal chimique syrien, et ne portaient pas au-delà de deux kilomètres.

Hersch, s'appuyant sur des sources du monde du renseignement rapporte que les services secrets avaient lancé des avertissements les mois précédant le 21 août sur l'emploi d'armes chimiques par les combattants du front al Nosra. Ironie de l'histoire, « *après la destruction du stock d'agents chimiques d'Assad, al-Nosra et ses alliés islamistes pourraient se retrouver comme la seule faction à l'intérieur de la Syrie capable de fabriquer du sarin, une arme stratégique différente de toute autre dans la zone de guerre.* »

Indice du caractère brûlant de ces révélations, le journal New Yorker qui avait commandé cet article, l'a finalement refusé, de même qu'ensuite

le Washington Post, le rédacteur en chef de ce quotidien Marty Baron arguant que « *le sourçage de l'article ne correspondait pas aux exigences du Washington Post* » Cet article est finalement paru dans la London Review of Books.

Ces révélations ont été relayées dans les médias français, quoique sous un jour essentiellement critique, et n'entrant que très peu dans le détail de ce très long article. Les journalistes rappellent la frilosité de la presse états-unienne à le publier. Ils évoquent la réaction des autorités états-uniennes qui démentent vigoureusement. Si certains en font un compte-rendu équilibré comme Philippe Bernard dans le Monde du 9 décembre[lxxiv], d'autres n'hésitent pas à faire les amalgames classiques. Pour Thomas Pierret, dans un article publié sur Médiapart le 10 décembre[lxxv], Hersch « *applique scrupuleusement les canons argumentatifs de la littérature révisionniste en matière de crime de masse* ». En termes de méthode, cela consiste à « *camoufler, sous un foisonnement d'informations sans rapport direct avec la thèse révisionniste, le fait qu'absolument rien ne vient étayer cette dernière.* » L'auteur ne fournit aucun argument à l'appui de ces insinuations.

Si la couverture médiatique est plutôt critique ou molle, nous avons eu l'agréable et trop rare surprise de tomber sur un article de Martine Grosman pour Marianne le 9 décembre[lxxvi], animé pour une fois d'un ton radicalement différent. Elle ouvre son article sur cette phrase choc « *Le camp du bien contre le camp du mal dans la tragédie syrienne ? Cela fait longtemps que la réalité a balayé cette thèse lénifiante.* » Les conclusions auxquelles est parvenu Hersch sont « *non seulement plausibles, mais presque tardives* ». La journaliste ajoute ironiquement: « *des rapports alarmants sur les massacres de civils commis par les preux révoltés étaient déjà sortis dans les ONG et la première mention du gaz sarin aux mains d'Al Nosra remonte à la fin 2012 !* ».

Les critiques émises envers les révélations de Seymour Hersch portent à chaque fois sur le même point : le journaliste ne nomme pas ses informateurs et se base sur des rapports secrets qu'il semble le seul à connaître. L'objection serait parfaitement légitime si l'auteur était un inconnu, or Seymour Hersch a fait ses preuves sur des dossiers très sensibles[lxxvii] et on ne peut pas balayer ses révélations d'un revers de main.

Si l'on est fondé à formuler des critiques envers les méthodes de Hersch, en particulier sur l'opacité de ses sources, il est anormal que ses révélations aient eu si peu d'écho dans les médias, et inconcevable de le traiter avec un mépris aussi profond comme l'ont fait certains journalistes. De nouveau nous tombons sur le schéma classique du traitement médiatique du drame syrien en France.

Le second article de Seymour Hersch du 4 avril 2014

Le cas du second article publié par Hersch le 4 avril 2014, article qui complète celui de décembre, est encore plus révélateur de ce point de vue. Intitulé « *the red line and the rat line* » (la ligne du rat et la ligne rouge), il est encore publié dans la London Review of Books. Commençons par le résumer :

Le président Obama aurait reculé in extremis devant une opération de frappes ciblées, en réponse au tir à l'arme chimique du 21 août 2013, en

raison de dissensions profondes entre des membres de son administration et des chefs militaires. Les premiers insistaient pour punir ce franchissement de la « *ligne rouge* » des armes chimiques, les seconds estimaient qu'une campagne de frappes était à la fois injustifiée et potentiellement désastreuse. Le laboratoire de la défense anglais de Porton Down, en examinant des échantillons de sarin recueillis à la Ghouta, a établi que la composition du sarin n'était pas de même nature que celui fabriqué par les autorités syriennes. Les services anglais auraient transmis ces analyses à leurs collègues états-unien en les mettant en garde contre une manipulation.

Obama aurait été finalement convaincu par les chefs militaires, et c'est la raison pour laquelle il aurait décidé de soumettre la question d'une campagne militaire en Syrie au vote du Congrès. Ainsi il ne porterait pas seul la faute d'un « *mensonge à l'irakienne* » supplémentaire, que les députés avaient bien à l'esprit lorsqu'ils votèrent contre le 30 septembre. Du reste, le plan B consistant à obliger la Syrie à démanteler son stock d'armes chimiques, avait été discuté avec les Russes à l'été 2012.

Hersch rappelle les informations des services secrets mettant en garde contre l'usage de sarin par le front al Nosra. En mai 2013, dix membres de l'organisation avaient été arrêtés à la frontière turque avec deux kilos de sarin. « *Dans un acte d'accusation de 130 pages, le groupe a été accusé d'avoir tenté d'acheter des détonateurs, des tubes pour la construction de mortiers, et des composants chimiques pour le sarin.* »

Il révèle aussi les liens entre l'organisation terroriste et l'état turc. « *Le Premier ministre Recep Erdogan était connu pour son soutien à al-Nosra, une faction djihadiste de l'opposition rebelle, ainsi qu'à d'autres groupes rebelles islamistes.* »

Le journaliste évoque l'existence d'une « ligne de rat » (rat line). La « *ligne de rat* » désigne un circuit de transit d'armes pour équiper les groupes armés en Syrie. Les armes seraient pillées dans les arsenaux de Kadhafi, transférées en Turquie, et passées de l'autre côté de la frontière syrienne pour pourvoir les mercenaires. Selon les termes de l'accord, le financement serait assuré par la Turquie, ainsi que l'Arabie saoudite et le Qatar ; la CIA, avec le soutien du MI6, était chargée du transfert des armes de l'arsenal de la Libye vers la Syrie. » L'opération était dirigée par le directeur de la CIA David Petraeus.

Les États-Unis auraient interrompu ce trafic après l'attaque, en septembre 2012, du consulat de Libye à Benghazi, qui lui servait de couverture. Cette interruption était également motivée par le fait que les « rebelles » en Syrie semblaient en train de perdre la guerre. Ce retrait états-unien a suscité la colère de son allié turc, dont la perspective de faire de la Syrie un état client s'éloignait. C'est à partir de là que la Turquie aurait commencé à collaborer avec le Front al Nosra pour fabriquer des armes chimiques. « *L'espoir d'Erdogan était de susciter un événement qui obligerait les États-Unis à franchir la ligne rouge. Mais Obama n'a pas réagi en mars et avril* » soutient l'ancien responsable du renseignement qui a donné à Hersch l'essentiel de la matière de ce second article.

L'attaque chimique du 21 août 2013 aurait ainsi été une opération sous faux drapeau organisé par des gens du premier ministre Erdogan en collaboration avec des gens du front al Nosra.

Que ces nouvelles révélations soient pertinentes ou erronées, on aurait aimé connaître le point de vue des autorités et des médias français sur ce couple d'articles longs et fourmillant de détails écrits par une autorité aussi respectée que Seymour Hersch. Malheureusement, comme le rapport de l'ISTEAMS, « du MIT », ou des avocats turcs, ce long article n'a pas suscité en France la polémique qu'on était en droit d'attendre.

Quand on tape les mots clés sur un moteur de recherche, on ne trouve que peu de recension de cet article dans les médias. L'argumentation de Hersch est pourtant tout aussi fouillée et développée que celle de décembre, et lui donne a posteriori, en parallèle avec le rapport des avocats turcs, plus de solidité et de cohérence. Les graves accusations portées contre la Turquie auraient certainement mérité un débat, d'autant que de nombreux autres observateurs ont pointé le rôle majeur et précoce de ce pays dans la déstabilisation de la Syrie[[lxxviii](#)].

Les gouvernements états-unien et turc ont officiellement et vigoureusement démenti ces révélations de Seymour Hersch, indice qu'ils ne les prenaient pas à la légère.

Les États-Unis montent les premiers au créneau par la voix du porte-parole du Conseil de Sécurité Nationale Caitlin Hayden : « *Nous avons lu la dernière histoire de M. Hersch, qui est exclusivement basée sur des sources anonymes et qui aboutit à des conclusions sur l'attaque à l'arme chimique du 21 août en Syrie complètement dénuées de fondement* », le porte-parole de l'Office of the Director of National Intelligence (ODNI[[lxxix](#)]) Shawn Turner déclarant quant à lui : « *Nous n'allons pas commenter chacun des aspects non pertinents de ce récit, mais pour être clair : le régime d'el-Assad, et seulement le régime d'el-Assad, peut avoir été responsable de l'attaque chimique qui a eu lieu le 21 août. Nous sommes arrivés à cette conclusion en nous appuyant sur des informations collectées par les États-Unis et par nos partenaires et alliés. C'est un point de vue qui est partagé de manière écrasante par la communauté internationale et qui a mené à la coopération sans précédent dans le démantèlement des stocks d'armes chimiques d'el-Assad. La suggestion qu'il y ait eu une tentative de supprimer ou d'altérer des informations des services de renseignement est simplement fausse. De même, l'idée que les États-Unis transféraient des armes depuis la Libye est fausse.* »[[lxxx](#)] Ces vigoureux démentis n'entrent dans aucun des nombreux détails de l'article.

Le lendemain le vice premier ministre Bülent Arinç, également porte-parole du gouvernement turc, qualifie le travail de Hersch de « *mensonge et de diffamation intégraux* ». S'appuyant sur les déclarations états-uniennes de la veille, il critique la méthodologie de Hersch dans les mêmes termes et reprend les accusations de la Maison Blanche contre la Syrie, qui pour elle est la seule responsable possible.

Complètement ignoré dans les médias de masse, ce deuxième article de Hersch a été en revanche très relayé et/ou commenté par des médias alternatifs comme le [grandsoir.info](#)[[lxxxi](#)], [Silviacattori.net](#), [mondialisation.ca](#)[[lxxxii](#)], [World Socialist Website](#)[[lxxxiii](#)], [ilfattoquotidiano](#)[[lxxxiv](#)], [reseauinternational.net](#)[[lxxxv](#)], [french.irib](#)[[lxxxvi](#)], le Cercle des Volontaires, [AllainJules.com](#), [mai68/org](#)[[lxxxvii](#)], [solidariteetprogres.com](#)[[lxxxviii](#)]. Certains l'ont même traduit en entier pour le mettre à la disposition des lecteurs francophones, effort louable qu'aucun grand média n'a jugé utile de fournir.

Conclusion de la seconde partie

Nous en avons terminé avec le parcours des documents fondamentaux ignorés ou déformés par les médias et les politiques français. Ce traitement est cohérent avec celui de tous les éléments pouvant remettre en cause le récit officiel de « l'infâme-dictateur-qui-massacre-son-propre-peuple » martelé dans les médias depuis le début des événements en mars 2011. L'intention de censure de cette constellation de documents est d'autant plus manifeste que ces documents sont pour la plupart longs, détaillés et réalisés pour certains par des équipes (rapport de l'ONU, rapport des avocats turcs, rapport « du MIT », rapport de l'ISTEAMS, second rapport de HRW).

Le sérieux, la sobriété, et le souci du détail de ces différents documents contraste de façon flagrante avec l'hystérie haineuse et la pauvreté argumentaire des médias et des politiques français dans les 15 jours suivant l'attaque 21 août, jusqu'au « tournant » du 9 septembre.

Tentons d'esquisser une histoire possible de la façon dont s'est réellement déroulée l'attaque à l'arme chimique du 21 août 2013, en réunissant les éléments épars exposés de façon détaillée dans ces différents documents

« Le 4 août 2013, plusieurs centaines de combattants de divers brigades « islamistes » coalisées pour l'occasion, investissent des villages alaouites dans les environs de Lattaquié. Après avoir pris trois postes de l'armée syrienne, ils massacrent certains habitants, et kidnappent 200 femmes et des enfants. Ces enfants sont déplacés ensuite par les divers voies et moyens possibles vers la Ghouta de Damas. Dans la nuit du 21 août, 11 roquettes chargés de gaz sarin sont tirées par des membres de la brigade Liwa el-Islam dans une zone qui est sous leur contrôle. Ces roquettes, avec leurs composants, leur ont été procurées par des réseaux turcs dont les liens avec le Front al Nosra et les « rebelles » armés à l'œuvre en Syrie sont bien documentés. Pour donner un caractère encore plus spectaculaire à l'opération, ils ont anesthésié ou gazé à part des dizaines de femmes et d'enfants enlevés début août près de Lattaquié, qui étaient indispensables pour réaliser rapidement les impressionnants assemblages de cadavres diffusés le jour-même sur internet, avec d'autres vidéos horribles d'agonisants, par les « rebelles » de cette zone. Les médias et les politiques des pays « amis de la Syrie », sentant qu'ils avaient là enfin un casus belli en béton armé, ont accusé aussitôt avant toute enquête et avec les mots les plus durs le « régime » syrien, demandant une intervention internationale au besoin en dehors du cadre de l'ONU. Persuadés qu'il s'agissait là de nouveau d'une manipulation visant à faire accepter la nécessité de la guerre, ne différant finalement que par son ampleur avec des événements comme le « massacre de Houla » du 25 mai 2012, des pays comme la Russie et la Chine se sont déclarés encore une fois hostiles à toute intervention sous chapitre VII de l'ONU. Les « amis de la Syrie » seraient passés dans tous les cas à l'action, mais un incident militaire encore peu documenté, sans doute le tir d'un missile balistique depuis une base de l'OTAN vers la Syrie pour tester son système de défense, amène ce groupe de pays à finalement reculer au dernier moment. L'acceptation par la Syrie du démantèlement de son stock d'armes chimiques le 9 septembre ne marque pas, loin de là, la fin des ennuis pour la Syrie, mais la perspective d'une intervention militaire internationale s'éloigne durablement à partir de cette date. »

Cette esquisse n'a évidemment nulle prétention à être gravée dans le marbre, mais elle est fortement étayée.

Troisième partie : Suites et conséquences de l'attaque du 21 août 2013

Dans la troisième et dernière partie de cette synthèse sur l'affaire des armes chimiques, qui forme finalement une séquence s'étendant sur deux années, nous retraçons les dernières évolutions sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, en rappelant certains événements notables qui sont survenus pendant cette période, comme la remise du prix Nobel de la Paix à l'OIAC le 11 octobre 2013 et la réélection de Bachar el-Assad à la présidence de la République Arabe Syrienne le 2 juin 2014, et pour la première fois devant deux candidats suite à la réforme constitutionnelle de 2012.

Ayant transmis toutes les données sur son arsenal comptant 1200 tonnes de produits divers dans les délais convenus, ayant en même temps adhéré à l'OIAC, les autorités syriennes pouvaient penser être enfin tranquille sur ce point.

Et bien non... jusqu'au 30 juin 2014, les médias vont régulièrement publier des unes et des articles l'accusant d'en faire usage. Cette date n'est pas anodine puisqu'il s'agit de la date butoir à laquelle le « régime » est censé se débarrasser de ses derniers stocks d'armes chimiques, selon le calendrier établi avec l'OIAC.

La remise du prix Nobel de la paix à l'OIAC

Le 11 octobre 2013, l'OIAC reçoit le prix Nobel de la paix. Cette décision fait peut-être partie des mesures destinées à sauver la face des capitales occidentales après le brutal recul du 9 septembre. Le président Hollande humilié en cette occasion est ainsi tout heureux de pérorer : « *Le prix Nobel vient donner une consécration à tout ce que la France, pas seulement la France, a engagé depuis plusieurs semaines pour dénoncer l'utilisation des armes chimiques et les éliminer dans un proche avenir* ». Pour ce qui concerne la crédibilité d'une telle distinction, je rappellerais l'analyse qu'en fait François Asselineau, président fondateur de l'Union Populaire Républicaine (UPR) dans sa conférence sur « *La tromperie universelle comme mode de gouvernement* » : après avoir analysé les conditions d'attribution du prix Nobel de la paix, et passé en revue les CV des derniers prix Nobels[^{lxxxix}]: Barack Obama en 2009 ; le « dissident chinois » Liu Xiabao en 2010 ; la présidente du Libéria Ellen Johnson Sirleaf et la Yéménite Tawwakul Karman en 2011, l'Union Européenne en 2012, il synthétise : « *Le prix Nobel de la paix est devenu une imposture. C'est désormais une opération de désinformation qui fait partie intégrante du dispositif hégémonique mondial des États-Unis. Aucun média de masse ne porte de regard critique ni sur le mode d'attribution du prix Nobel de la paix, ni sur le lien entre les attributaires du prix Nobel et les intérêts géostratégiques américains, ni sur l'infiltration et le noyautage de nombreux organes de presse occidentaux par les services d'influence américains. Aucun responsable politique ne fait non plus ni l'un ni l'autre. Le cynisme des manipulateurs n'a aucune limite : ils jouent sur les idéaux les plus nobles pour duper les peuples.* » Conclusion de M. Asselineau, qui pourrait tout à fait s'appliquer à la crise syrienne : « *Si les forces euro-atlantistes qui nous gouvernent sont capables de ça, alors elles sont capables de tout.* »

Le jeudi 24 octobre 2013, l'OIAC publie une déclaration préliminaire dans laquelle elle « *confirme que la République Arabe Syrienne lui a*

soumis la déclaration initiale formelle de son programme d'armes chimiques », précisant que « la Syrie s'est conformée à la date butoir », ce qui « permet d'établir les plans visant une destruction systématique, intégrale, et vérifiée des armes chimiques déclarées ainsi que des installations de production et d'assemblage »[xc].

Le 31 octobre, l'OIAC annonce que *« tous les stocks d'agents chimiques et d'armes chimiques ont été placés sous scellés, des scellés impossibles à briser. »* Ces stocks comprennent 1000 tonnes d'agents chimiques, 290 tonnes d'armes chimiques, et 1230 munitions non remplies d'agents chimiques. L'OIAC annonce également que tous les sites de production d'armes chimiques ont été détruits avant la date butoir du 1^{er} novembre. 21 des 23 sites déclarés par la Syrie ont pu être visités, les deux sites restants n'ayant pu l'être pour des raisons de sécurité.

Le 15 novembre, l'OIAC adopte une feuille de route pour la destruction des agents et armes chimiques placés sous scellés[xci]. L'ensemble de l'arsenal doit être détruit le 30 juin 2014 au plus tard. Les agents chimiques les plus toxiques doivent être sortis du pays le 31 décembre 2013, les moins nocifs le 5 février 2014. Les munitions non chargés doivent être détruites le 31 janvier 2014, et les installations de production d'armes chimiques démantelées le 15 mars 2014.

Le 12 décembre, les inspecteurs de l'ONU rendent leur rapport concluant à l'usage d'armes chimiques dans 5 localités, sans nommer de responsables, et en précisant que dans trois cas sur quatre, les victimes étaient des soldats syriens et des civils.

A la date du 29 janvier, moins de 5% de ce qui aurait dû être sorti du pays comme armes chimiques fin décembre l'a été effectivement. La Syrie a donc quelques semaines de retard pour ce qui concerne une minime partie de son stock. Le secrétaire général de l'ONU s'était inquiété la veille dans un rapport de la lenteur du processus, demandant à Damas de l'accélérer.

Le 6 mars, rapporte une dépêche Reuters, *« La Syrie ne pourra pas respecter la date du 15 mars pour la destruction de l'ensemble de ses sites de production d'armes chimiques, indique une source au sein de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), aujourd'hui. »*[xcii]

Le 14 avril, l'OIAC annonce que les deux tiers des armes chimiques détenues par les autorités syriennes ont quitté le sol syrien[xciii].

Nouvelles accusations contre le « régime » syrien de faire usage d'armes chimiques

Il est frappant d'observer, pendant toute cette période qui s'étend entre septembre 2013 et juin 2014, comme les médias vont se montrer aux aguets du moindre retard dans l'agenda du démantèlement de son stock d'armes chimiques par la Syrie, et comme ils vont monter en épingle le moindre soupçon d'usage d'armes chimiques contre les populations par le « régime », en accusant régulièrement, en particulier, celui-ci d'utiliser à présent des « bombes au chlore »

C'est particulièrement apparent à partir du mois d'avril au cours duquel ce genre d'accusation connaît une floraison généreuse. Grégoire Lecalot dans un article de RFI.fr du 21 avril rapporte, par exemple, que « *Les États-Unis ont annoncé qu'ils disposaient d'informations sur une utilisation très récente d'armes chimiques en Syrie. Une substance, probablement du chlore, aurait été larguée sur le village de Kfar Zeïta en avril. Le régime de Bachar al-Assad est pointé du doigt. Le ministère français des Affaires étrangères avait affirmé avoir lui aussi des soupçons.* »

Le 13 mai, un article du Monde rapporte des déclarations de Laurent Fabius faisant état de l'usage de bombes à gaz chloré en Syrie, à 14 reprises. Il dit disposer d'éléments et accuse le régime syrien qui « *est encore capable d'en produire et reste déterminé à les utiliser* ». Ces propos sont tenus lors d'une conférence de presse commune avec John Kerry et à cette occasion le ministre déplore l'occasion qui a été manquée le 21 août dernier : « *Nous le regrettons parce que nous pensons que ça aurait changé beaucoup de choses, à beaucoup d'égards, mais c'est un fait et nous n'allons pas reconstruire l'histoire.* »

Le 14 mai, une dépêche AFP[xciv] intitulée « *Syrie : Damas accusé de recourir à l'arme chimique, Lakhdar Brahimi jette l'éponge* », reprend certains éléments de l'intervention de la veille : « *Laurent Fabius a accusé le régime de Bachar al-Assad d'avoir utilisé à plusieurs reprises au cours des derniers mois des armes chimiques, notamment du chlore.* », et « *l'organisation américaine Human Rights Watch (HRW) a affirmé mardi qu'il existait des preuves solides d'attaques au chlore, menées par le régime syrien dans trois villes à la mi-avril.* » Les armes chimiques n'occupent qu'un vingtième de l'article et n'ont absolument aucun rapport avec la démission de Brahimi, comme le suggère trompeusement le titre.

Le 20 mai, François Hollande renchérit sur son ministre, ainsi qu'on peut le lire dans une dépêche AFP : « *François Hollande a estimé aujourd'hui que « tous les moyens de droit » pour « faire condamner le régime syrien » et appliquer « des sanctions » devraient être utilisés si « des traces » d'armes chimiques étaient de nouveau observées en Syrie. « Il se produit tous les jours des massacres en Syrie. Le régime utilise toutes les armes possibles et parfois les pires », a dénoncé le président de la République aux côtés du chef de l'opposition syrienne Ahmad Jarba, qu'il a reçu à l'Élysée.* »

3 juin 2014 : réélection de Bachar el-Assad à la présidence de la République

Le 3 juin, Bachar el Assad est réélu à la présidence de la République syrienne pour un nouveau mandat de 7 ans, avec 87,6% des suffrages. Tous les gouvernements des démocraties « occidentales », secondés par les médias associés dénoncent cette élection comme une mascarade, avec des arguments variés : seuls les résidents depuis 10 ans en Syrie pouvaient se présenter, Bachar el Assad a joué à fond la carte de la lutte contre le terrorisme, les habitants des zones sous contrôle « rebelle » n'ont pas pu voter, etc. Plus généralement, comment croire à un tel résultat quand on se souvient qu'en 2000 Bachar el Assad avait élu une première fois à 99,7% des voix, et en 2007 à 97,6%.

Certains de ces arguments sont recevables, notamment le dernier, mais comme d'habitude les instances politico médiatiques omettent délibérément des contre arguments essentiels. Ainsi, une estimation d'un rapport de l'OTAN établissait en juin 2013 que Bachar el-Assad était soutenu par 70% de la population, contre seulement 10% pour les « rebelles »[xcv]. Alors que lors des deux élections précédentes (2000 et 2007) les chiffres avaient été évidemment gonflés, certains Syriens que nous avons rencontrés étaient même étonnés de ce score de 87,6%, qu'ils pensaient minorés par le pouvoir pour l'occasion ! Un score aussi massif s'explique peut-être dans un pays en guerre dont les ressortissants reconnaissent leur dirigeant comme un chef de guerre efficace, qu'il serait insensé pour le moment de changer en des circonstances aussi périlleuses. Les médias auraient dû également souligner la prouesse que constitue l'organisation d'élections dans des conditions aussi difficiles et discuter la décision antidémocratique du gouvernement français d'interdire aux Syriens de France de participer au scrutin[xcvi]. Est-il besoin de rappeler, enfin, que le président français, quand il dénonce cette « mascarade », en même temps que d'autres chefs d'états « élus » ne recueillent depuis des mois dans les sondages que 18%[xcvii] d'opinions favorables.

La réélection de Bachar el-Assad, concomitante avec la reconquête de nombreuses villes et axes stratégiques, et la presque résolution du problème du transfert des derniers stocks d'armes chimiques est un triple coup dur à encaisser pour l'opposition dont il ne reste plus grand chose, si l'on excepte, sur le terrain, le front al Nosra et l'Etat Islamique en Irak et au Levant, et diverses « brigades » cousines qui multiplient les exactions du genre de celles que nous avons rapportés depuis le début de cette synthèse.

C'est pourquoi jusqu'au dernier moment (la date butoir du 30 juin), les médias vont agiter devant l'opinion l'épouvantail des armes chimiques, en particulier le chlore, en pointant, de façon tantôt directe, tantôt insinuante la responsabilité du régime syrien.

Un exemple de couverture médiatique biaisée : le numéro du Monde du 4 juin 2014

Je me contenterai, parmi de nombreux cas de couverture médiatique biaisée qui ont pu être commis pendant cette période, d'évoquer le numéro du Monde du 4 juin 2014 qui est tout à fait représentatif de ce qui s'est fait en France dans les médias sur le sujet de cette affaire de bombes chlorées.

Ce n'est pas le premier dossier du genre que j'aurais pu analyser, le Monde ayant publié à plusieurs reprises des enquêtes-maison « prouvant » l'utilisation d'armes chimiques par le régime syrien. Ce dossier du 4 juin est du même acabit, et il me semblait instructif d'entrer un peu dans le détail des méthodes d'un quotidien qui est l'un des principaux fers de lance de la propagande anti Assad en France, tout en s'autoproclamant «le quotidien de référence » en France et à l'étranger.

Le sujet est en Une : « *Syrie : Assad lance des attaques au chlore, le monde se tait* ». Premier mensonge puisque le dossier du Monde comme on va le voir n'avance rien d'irréfutable à l'appui de cette accusation. Cette Une est complétée par un chapeau qui commence de la façon suivante: « *Moins d'un an après l'attaque au sarin lancée par Bachar el Assad, qui avait fait près de 1400 morts le 21 août 2013, des preuves*

existent sur le recours répété des forces gouvernementales syriennes à l'encontre de la population et des rebelles » Second mensonge puisque aucune enquête n'a établi de façon indiscutable la responsabilité du régime syrien dans l'attaque du 21 août, quand des rapports pointent clairement la responsabilité des « rebelles ». On voit aussi que pour le rédacteur du chapeau, si usage de bombes au chlore il y a, ce ne peut être que le fait du « régime ». Le rédacteur affirme plus loin que « *Damas a agi en violation des traités sur les armes chimiques* ». En bas de la première page, la Une est illustrée par un dessin de Plantu montrant une femme syrienne tenant un enfant et hurlant désespérée « *Aidez-nous !! Bachar nous attaque au chlore* ». Elle est pourchassée par un missile sur fond de ruines au pied desquels un enfant très mal en point semble agoniser (toujours, toujours les enfants...). Les trois ont les yeux brûlés(?) par le chlore. A droite, contraste, une famille « occidentale » au bord d'une piscine, un homme sur un transat parcourant les nouvelles sportives et répondant « *J'peux pas, j'ai piscine !* » Une femme aux seins nus et en lunettes de soleil complète le tableau en arrière-plan. On aura compris le lien subtil entre le chlore des piscines et des « bombes », mais le message est caricatural et vise nolens volens à culpabiliser le lecteur en partant de grilles d'analyse faussées.

Cette Une est complétée page 2 et 3 par un long article de Benjamin Barthe, Jacques Follorou, Cécile Hennion et Yves-Michel Riols, dont le titre « *Damas persiste à mener des attaques chimiques* » contient déjà deux mensonges puisque le verbe « persister » suppose une habitude de la part du régime de Damas qui n'a nullement été prouvée, et que le chlore, selon la convention sur les armes chimiques[xcviii] n'est pas une « arme chimique ». Le reste de l'article est à l'avenant. Si la Une et le titre de l'article sont à l'indicatif, la première partie de l'article est largement au conditionnel : « *les interceptions électroniques sur le sol révéleraient le degré de préparation de cette opération* », « *le silence gardé sur le résultat de ces expertises s'expliquerait en partie par des pressions...* », « *au total elles (les attaques) auraient fait une centaine de morts'* ». Sinon les journalistes s'appuient sur des sources très vagues : « *selon l'enquête menée par le Monde* », « *d'après plusieurs sources* », « *selon nos informations* », « *d'après un haut responsable de la communauté du renseignement en France* ». On pourrait être tenté de faire confiance aux journalistes du Monde, et c'est bien ce qu'ils semblent demander, mais il faut se souvenir que les articles de Seymour Hersch ont été jetées aux oubliettes précisément parce qu'on considérait que ce journaliste s'appuyait sur des sources invérifiables.

Lorsqu'il s'agit de d'accuser Bachar el-Assad et son « régime » des pires atrocités, les sources n'ont que peu d'importances, et les mensonges et déformations dans les titres et les chapeaux d'articles sont de « bonne guerre » ; lorsqu'il s'agit de le disculper, il faut se montrer irréprochable en tout, et même quand l'on s'inscrit dans cette voie de probité et d'excellence, on est passé sous silence, déformé, ou diffamé.

Bien qu'un long passage scientifique explique les effets du chlore lorsqu'il est utilisé comme gaz de combat, les auteurs de cet article n'apportent aucun élément de preuve tangible pointant la responsabilité des autorités syriennes. Pour l'essentiel ce sont des insinuations sur la base de témoignages, et si des journalistes du Monde ont effectivement pu se rendre sur place pour recueillir des échantillons, qui ont ensuite pu être analysés par le « *centre d'études du Bourget, qui dépend de la direction générale de l'armement et qui possède le seul laboratoire en France susceptible de produire des résultats certifiés dans le domaines des armes chimiques* », rien ne prouve que des bombes chlorées ont

été utilisées par le « régime », ce qui sera loin d'être évident, du reste, à l'examen du rapport de l'OIAC du 16 juin 2014 (point suivant).

C'est ce que reconnaît le second article de la page 2, intitulé « *Embarrassés, les Occidentaux veulent éviter de passer à l'action* », et signé d'Alexandra Geneste, Stéphanie Maupas, et Yves-Michel Riols. On lit ainsi dans la deuxième colonne, que « *ni Paris, ni Washington, ni Londres qui disposent d'éléments tangibles sur les récentes attaques au chlore de l'armée syrienne, n'ont rendu publics leurs éléments de preuve* ». Les journalistes pourraient faire la supposition que si les dites capitales ne révèlent pas ces « éléments », c'est probablement parce qu'ils ne sont pas si « tangibles » que cela, comme n'étaient pas si « tangibles » que cela les éléments avancés accusant les autorités syriennes pour l'attaque chimique du 21 août 2013, et qu'ils sentent qu'ils ont face à eux (Russie, Chine, Iran), des adversaires de plus en plus méfiants et déterminés. Les journalistes rappellent tout de même que le 27 mai les inspecteurs ont été enlevés brièvement par des « rebelles », ce qui ne plaide évidemment pas en leur faveur. Enfin bon, « *si l'OIAC venait à confirmer les accusations d'attaques au chlore, l'organisation devrait alors saisir le Conseil de sécurité des Nations Unies. Au terme de la résolution adoptée le 26 septembre 2013 sur le désarmement chimique de la Syrie, l'ONU pourrait alors, théoriquement, envisager des sanctions contre Damas* ».

Comme d'habitude dans la couverture médiatique de la crise syrienne depuis plus de trois ans, on doit comprendre que seul le « régime » syrien peut être coupable de telles atrocités, et châtié en conséquence.

On trouve souvent dans ces documents de propagande, lâchés soit par cynisme soit par naïveté, des aveux des journalistes révélant la vraie raison d'être du dossier auquel ils collaborent, à des degrés divers. Allons à la phrase de conclusion du second article : « *En attirant l'attention, sur de nouveaux recours à des armes chimiques par Damas, l'objectif est de saper la légitimité que Bachar el-Assad tentera de retirer de l'élection présidentielle du 3 juin : « Un régime qui ne respecte pas ses engagements internationaux et qui utilise des armes chimiques contre sa propre population ne peut jamais faire partie d'une solution d'avenir », insiste-t-on à Paris.* »

On comprend du même coup pourquoi le Monde a produit dans son numéro du 4 juin un dossier aussi fragile et orienté : en tant que courroie de la propagande gouvernementale, il ne fait que répercuter, à un moment bien choisi, les déclarations accusatoires de M. Fabius et M. Hollande les 13 et 20 mai derniers. Rappelons que le Monde, à l'instar de tous les « grands » titres de la presse quotidienne et hebdomadaire, bénéficie chaque années d'appréciables subventions publiques (17 millions d'euros).

Au terme de cette synthèse, ce genre de « dossier » se passe de commentaire. Des dizaines de cas semblables ont été passés en revue qui présentent tous le même air de famille. On insistera seulement sur les biais des titres (la Une forcément) et des chapeaux, qui ont un effet dévastateur sur les lecteurs ne recherchant pas d'accès à d'autres sources.

Le rapport de l'OIAC du 16 juin 2014

Le 16 juin, l'OIAC publie un compte-rendu de ses premières enquêtes sur le terrain concernant l'usage de produits chlorés comme arme

chimique sur le terrain en Syrie. Nous en résumons les grandes lignes.

La décision de mener cette enquête a été prise le 29 avril 2014 suite à des allégations répétées allant dans ce sens. Ces allégations concernent des régions qui échappent largement au contrôle des autorités syriennes : Hama, Idlib, et Rif Damas. L'enquête cependant s'annonce difficile : « *En raison de ses nombreuses applications civiles, le chlore est un agent chimique largement accessible. C'est un agent chimique qui n'est pas persistant.* » L'équipe d'inspecteurs est à Damas le 3 mai. Ils rencontrent des officiels syriens, dont un ministre, qui les assure de leur soutien et de leur protection. Ces derniers affirment être au courant de l'usage de chlore, rappelant la prise d'une usine de production de chlore dans la région d'Alep par les rebelles.

Le premier lieu d'enquête choisi est Kafr Zeyta : l'endroit est proche de Damas, et les attaques au chlore y seraient les plus récentes, facilitant le recueil de preuves exploitables. La mission est qualifiée à plusieurs reprises de très risquée. Les enquêteurs sont parvenus à obtenir une promesse de cessez-le-feu de la part des deux parties pour la journée du 27 mai. Néanmoins vite l'enquête tourne court : alors que le convoi de 6 véhicules blindés fait route vers sa destination, après avoir laissé derrière lui le dernier check point tenu par l'armée syrienne, le véhicule de tête est attaqué avec un engin explosif et prend feu. Quand le convoi tente de rebrousser chemin, le véhicule de queue est attaqué à l'arme automatique, et tous les enquêteurs sont kidnappés avec leurs chauffeurs. Ils seront rapidement libérés suite à une intervention du groupe de « rebelles » avec qui le cessez-le-feu avait été négocié, mais cet incident signe la fin de l'enquête sur le terrain. Cela n'empêche pas les enquêteurs de conclure (c'est l'une des dernières phrases de ce rapport de 10 pages), au vu des informations indirectes recueillies, que « *l'information (disponible) donne du crédit à l'idée que les produits chimiques toxiques, le plus probablement des agents irritants pulmonaires tels que le chlore, ont été utilisés de manière systématique dans un certain nombre d'attaques.* » Comme d'habitude dans ce genre de rapport aucune responsabilité n'est pointée ; le lecteur dispose néanmoins de suffisamment d'éléments pour déterminer qui dans cette affaire est l'interlocuteur le plus crédible : le « régime » de Damas qui accorde toutes les autorisations à l'équipe d'enquêteurs et assure leur protection jusqu'au dernier moment, et les « rebelles » qui attaquent le convoi des inspecteurs à l'explosif et à l'arme automatique et les kidnappent.

Deux jours plus tard une dépêche AFP, reprise sur tous les sites des médias de masse, rend compte de ce rapport. Elle est titrée : « *Syrie, utilisation systématique d'armes chimiques* ». Les développements montrant l'apparente bonne volonté du gouvernement syrien sont passés sous silence, et l'attaque du convoi n'est évoquée qu'en passant alors qu'elle constitue un morceau important du rapport. La seule phrase mise en valeur est celle que j'ai citée. La dépêche insiste par ailleurs sur le fait que la Syrie est en retard dans la remise de ses derniers stocks d'armes chimiques.

Il faut noter qu'au moment de la publication de cette dépêche seule une petite partie du rapport était rendue public. Aucune nouvelle « dépêche » depuis n'a été publiée pour nuancer la présentation de ce rapport.

Dernier acte : 24 juin 2014

Le 24 juin 2014, une semaine avant la date butoir du 30 juin, l'OIAC annonce que la totalité de l'arsenal chimique syrien a été démantelé et transporté hors du pays. A partir de cette date, les accusations d'emploi d'armes chimiques par le régime syrien disparaissent, de même du reste que l'actualité syrienne disparaît pour quelques mois des médias, remplacées, au plan géopolitique, par celles de la crise ukrainienne et l'opération « bordure de protection » dans la bande de Gaza, et la conquête du nord de l'Irak par l'EIL.

Tant d'ennemis nouveaux se sont abattus depuis sur la Syrie... mais c'est ici qu'il faut clore cette synthèse sur le tir à l'arme chimique du 21 août 2013 dans la banlieue de Damas.

Conclusion générale

Nous disposons de suffisamment d'éléments pour, au moins, nous interroger sur le traitement médiatique et politique français du tir à l'arme chimique du 21 août 2013 dans la banlieue de Damas. Nous manquons de recul historique pour comprendre plus précisément comment les événements se sont déroulés, mais la combinaison des rapports des VIPS, de l'ISTEAMS, de l'ONU, de HRW, de l'OIAC, « du MIT », des avocats turcs, les articles de Hersch, des réactions précoces et unanimes avant toute enquête des chancelleries occidentales, enfin de la couverture médiatique dans sa partialité identique à tous les cas de figure que nous avons passés en revue depuis le début de cette synthèse, cette combinaison est plus que suffisante pour établir que le tir à l'arme chimique du 21 août a été réalisé par des combattants « rebelles », très probablement avec la complicité d'une ou plusieurs puissances engagées dans la déstabilisation de la Syrie depuis mars 2011. Comme le massacre de Houla du 25 mai 2012, le tir à l'arme chimique dans la Ghouta le 21 août 2013 est une opération sous faux-drapeau mise en œuvre pour fournir le casus belli décisif contre le « régime » de Bachar el-Assad. Habités à ces manipulations continuelles et orchestrées selon des schémas présentant peu de variations, et ayant plus d'intérêts en Syrie que dans des crises précédentes, les gouvernements de pays comme la Russie et la Chine ont reconnu la manipulation, n'ont pas voulu se laisser abuser, se sont fortement engagés dans la défense des autorités syriennes, et ont finalement trouvé une solution qui a permis d'éviter in extremis le lancement d'une campagne de frappes aériennes qui auraient probablement conduit à un embrasement général de la région.

On est réduit à employer l'expression de « perversité », au sens psychiatrique du terme, pour qualifier l'état d'esprit de ceux qui imaginent et osent mettre en œuvre de telles manipulations. Il faut avoir atteint un degré de perversité qui sort du commun pour tirer des armes chimiques sur des populations civiles, compléter le bilan par une centaine d'enfants kidnappés dans des villages des environs de Lattaquié deux semaines plus tôt, mettre en scène les victimes dans des alignements ou assemblages spectaculaires, filmer de près et avec de nombreuses caméras des enfants en train d'agoniser dans d'horribles souffrances, et ensuite imputer tous ces morts au régime syrien, en demandant avec ardeur une campagne de frappes « chirurgicales », qui, si l'on en juge par leurs effets en Irak, en Libye, au Yémen, ou dans la bande de Gaza, feraient des dizaines de milliers de nouvelles victimes innocentes.

Cette remarque vaut pour certains relais clés et puissants dans les milieux politiques et médiatiques, en France et ailleurs, qui ont contribué de

manière délibérée à l'étouffement ou le discrédit de tout élément pouvant dessiner une responsabilité « rebelle » dans l'attaque chimique du 21 août 2013, dans la banlieue est de Damas.

Ce rôle essentiel des médias pour justifier une intervention massive a du reste été souligné en interne par les stratèges militaires occidentaux dès décembre 2011, selon un document révélé par Wikileaks en mars 2012[xcix]. Il s'agit du compte-rendu des entretiens d'un officier supérieur au Pentagone où il s'est réuni longuement le 7 décembre 2011, avec quatre collègues d'un bureau d'études stratégiques de l'US Air Force, parmi lesquels deux officiers supérieurs français et britannique. Ceux-ci ont expliqué en cette occasion comment ils espèrent déstabiliser le régime syrien de l'intérieur: des agents et des instructeurs occidentaux, mais aussi de Jordanie et Turquie, sont déjà sur le terrain pour former les forces d'opposition. Pressés de parler des étapes suivantes, de la perspective d'une campagne aérienne, les officiers avancent qu'il serait plutôt question de « *commettre des attaques de guérilla, des campagnes d'assassinats...* » Tous évoquent les défenses anti-aériennes mobiles de la Syrie, les possibles interventions de l'Iran ; les bases de départ envisagées pour les reconnaissances et interventions éventuelles seront Chypre pour les avions français et britanniques, et le Koweït pour les forces aériennes américaines. Mais une zone d'exclusion aérienne sur la région de Homs et Hama ne serait pas suffisante et requerrait au préalable une longue campagne d'élimination des défenses anti-aériennes. Par ailleurs, « *ces officiers ne pensent pas qu'une intervention aérienne puisse survenir, à moins qu'il y ait assez de battage médiatique sur un massacre...* » (*They dont believe air intervention would happen unless there were enough media attention on a massacre...*). *Ils pensent que les USA auront une tolérance élevée concernant les tueries aussi longtemps que cela ne touche pas un large public.* » Étonnant document qui révèle la complicité directe d'états « amis de la Syrie » dans la formation et l'appui aux groupes armés « rebelles », et qui décrit près de deux ans à l'avance les conditions dans lesquelles ont failli être déclenchées des frappes aériennes massives contre la Syrie en septembre 2013 : un grand massacre, attribué aussitôt au « régime », avec un grand battage médiatique, pour convaincre les opinions qu'une intervention aérienne est requise et justifiée.

Nous pensons avoir présenté suffisamment d'éléments dans cette synthèse pour affirmer notre présomption qu'en août 2013 un nouveau massacre a été planifié, exécuté et mis en scène par des groupes mercenaires et « rebelles », conçu pour être attribué aussitôt au « régime » syrien dans le cadre d'un battage médiatique et ainsi créer un contexte psycho-stratégique, un *dépassement de ligne rouge*, à même de provoquer et faire accepter une intervention occidentale massive et déterminante.

François Belliot – juin 2015

Je tiens à remercier en particulier Bernard Cornut qui m'a indiqué quelques éléments cruciaux sans lesquels cette synthèse n'aurait pas atteint ce niveau d'exhaustivité.

Notes

[i] Nous avons résumé ces deux affaires dans cette chronique : <http://arretsurinfo.ch/propagande-de-guerre-quand-les-medias-instrumentalisent-les-massacres-vi/> (<http://arretsurinfo.ch/propagande-de-guerre-quand-les-medias-instrumentalisent-les-massacres-vi/>)

[ii] Il s'agit du député UMP Jacques Myard, du sénateur de Centre droite François Zocchetto, du président du groupe d'amitié France-Syrie à la Chambre haute, du député PS et président du groupe d'amitié France-Syrie à l'Assemblée Nationale Gérard Bapt, et Jean-Pierre Vial, sénateur UMP de Haute-Savoie, président du groupe d'amitié France-Syrie au Sénat

[iii] C'est sous cette dénomination que cette entité a d'abord été présentée dans les médias. Elle est généralement contracté aujourd'hui en État Islamique (EI), ou en « Daech » qui est l'acronyme arabe signifiant « EIL » : Dawla al islamiyya fi al Irak wa s'Cham. Avant son implication dans les combats en Syrie en 2013 contre les forces gouvernementales syriennes, l'organisation, fondée en 2006 en Irak s'appelait « État Islamique d'Irak » (EIL, Dawlat al Irak al-Islamiyya)

[iv] La Mission d'Intervention des Nations Unies en Syrie est ainsi présentée sur son site internet : « *Créée par la résolution 2043 du 21 avril 2012 du Conseil de sécurité, initialement pour une période de 90 jours, pour contrôler le respect par toutes les parties de la cessation de la violence armée sous toutes ses formes et de surveiller et appuyer l'application de la proposition en six points de l'Envoyé spécial conjoint pour mettre fin au conflit en Syrie. Après un répit initial relatif, les hostilités en Syrie ont repris et le 15 juin 2012, la MISNUS a dû suspendre ses activités en raison d'une intensification de la violence armée à travers le pays. Le 20 juillet 2012, le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la MISNUS pour une période de 30 jours, et a déclaré que toute nouvelle prolongation ne serait possible que « dans les cas où les rapports du Secrétaire général et le Conseil de sécurité confirmaient la cessation de l'utilisation d'armes lourdes et une réduction du niveau de violence suffisante par toutes les parties » pour permettre à la MISNUS de mettre en œuvre son mandat. Ces conditions n'ayant pas été remplies, le mandat de la MISNUS a pris fin à minuit le 19 août 2012.* »

[v] Barack Obama est réélu le 6 novembre 2012.

[vi] Avec le recul, on ne peut s'empêcher d'émettre l'hypothèse que ces déclarations constituaient un feu vert donné aux états « amis de la Syrie » les plus proches géographiquement, Arabie Saoudite, Israël, Turquie, Qatar, qui dès lors savaient quoi faire pour provoquer une intervention militaire de grande ampleur menée par les USA.

[vii] Conférence de Barack Obama à la Maison Blanche du 20 août 2012 : <https://www.youtube.com/watch?v=PBRqRI6RbDM> (<https://www.youtube.com/watch?v=PBRqRI6RbDM>)

[viii] Voici ce qu'en dit Louis Dénghien sur le site infosyrie.fr « *Les armes chimiques, stockées et sécurisées sous la supervision des forces armées ne seront utilisées qu'en cas d'agression étrangère* ». La petite phrase de Jihad Maqdisi, porte-parole du ministère syrien des Affaires étrangères, prononcée au cours d'une conférence de presse ce 23 juillet, n'est certes pas passée inaperçue. C'était là une réponse aux

allégations d'un général et d'un diplomate syriens dissidents, reprises par les Américains, et un avertissement sans frais, dans le registre « À vos risques et périls, messieurs de l'OTAN ». La Syrie n'avait pas nié disposer d'un tel armement, elle l'avait simplement tu. C'est donc une escalade proportionnée aux accusations des États-Unis et une riposte graduée à leurs menaces d'agir désormais « *en dehors de l'ONU* ». Pour le reste, et pour couper court aux campagnes médiatiques sur le syndrome de Saddam Hussein, dont l'armée avait été accusé d'avoir utilisé des gaz contre des populations kurdes en 1987 à Halabja, Jihad Maqdissi a assuré que de telles armes ne « *seront jamais, jamais, utilisées contre nos concitoyens, quelle que soit l'évolution de la crise* ». <http://www.infosyrie.fr/actualite/avertissement-sans-frais-de-la-syrie-a-ses-eventuels-visiteurs/> (<http://www.infosyrie.fr/actualite/avertissement-sans-frais-de-la-syrie-a-ses-eventuels-visiteurs/>)

[ix]http://news.xinhuanet.com/english/world/2012-08/22/c_131800638.htm (http://news.xinhuanet.com/english/world/2012-08/22/c_131800638.htm)

[x] En fait l'affaire de Khan el Assal est la deuxième du genre, un cas semblable s'étant présenté à Homs en le 23 décembre 2012. Les grands médias relayèrent à l'époque l'information en pointant la responsabilité du « régime » syrien. Le gaz utilisé n'était pas du sarin mais un agent non létal, fortement incapacitant. Ce cas étant beaucoup moins grave, comparé à celui de Khan el Assal je me contente de le rapporter en note. Il faut tout de même remarquer que cet épisode constitue, par sa couverture médiatique, un des « petits pas » menant vers l'affaire du 21 août 2013 et le mensonge médiatico politique qui l'accompagnera.

[xi] Chiffres fournis par l'OSDH et repris par l'ensemble des grands médias. Une source gouvernementale donne 25 morts et 110 blessés.

[xii] <https://www.youtube.com/watch?v=pmsBt-5V7k0#t=97> (<https://www.youtube.com/watch?v=pmsBt-5V7k0#t=97>). Al Ikhbaria est une chaîne privée syrienne fondée le 15 décembre 2010. Depuis le début des événements en mars 2011 elle s'est montrée loyale avec autorités syriennes.

[xiii] <http://www.legrandsoir.info/syrie-l-onu-va-enqueter-sur-l-eventuel-emploi-d-armes-chimiques-et-que-font-les-etats-comme-la-france-lorsqu-ils-utilisent-les.html> (<http://www.legrandsoir.info/syrie-l-onu-va-enqueter-sur-l-eventuel-emploi-d-armes-chimiques-et-que-font-les-etats-comme-la-france-lorsqu-ils-utilisent-les.html>)

[xiv] Pour plus de détails, consulter les dix premières pages du rapport de l'ONU sur les armes chimiques du 18 décembre 2013.

[xv] Le détail de l'agenda est donné dans les pages 6 à 8 du rapport de l'ONU du 18 décembre 2013 : <https://unoda-web.s3.amazonaws.com/wp-content/uploads/2013/12/report.pdf> (<https://unoda-web.s3.amazonaws.com/wp-content/uploads/2013/12/report.pdf>)

[xvi]<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/07/22/97001-20130722FILWWW00252-syrie-les-rebelles-s-emparent-d-une-ville.php> (<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/07/22/97001-20130722FILWWW00252-syrie-les-rebelles-s-emparent-d-une-ville.php>)

[xvii]<http://www.france24.com/fr/20130722-syrie-rebelles-bachar-al-assad-khan-al-assal-alep/> (<http://www.france24.com/fr/20130722-syrie-rebelles-bachar-al-assad-khan-al-assal-alep/>)

rebelles-bachar-al-assad-khan-al-assal-alep/)

[xviii] Le lien sur lequel j'ai visionné cette vidéo il y a un peu moins d'un an n'est plus valide (<https://www.youtube.com/watch?v=GILjzA4uOcl> (<https://www.youtube.com/watch?v=GILjzA4uOcl>)), il figure toujours sur l'article de silviacattori.net dont la référence est indiquée dans la note XIV. Il existe tout de même ce lien sur lequel on voit une partie du carnage : <https://www.youtube.com/watch?v=MBnVWOI5PMM> (<https://www.youtube.com/watch?v=MBnVWOI5PMM>)

[xix] http://www.lepoint.fr/monde/syrie-les-jihadistes-s-emparent-d-une-importante-base-de-l-armee-dans-le-nord-26-07-2014-1849326_24.php (http://www.lepoint.fr/monde/syrie-les-jihadistes-s-emparent-d-une-importante-base-de-l-armee-dans-le-nord-26-07-2014-1849326_24.php)

[xx] <http://www.silviacattori.net/article4520.html> (<http://www.silviacattori.net/article4520.html>)

[xxi] <http://www.silviacattori.net/article4661.html> (<http://www.silviacattori.net/article4661.html>)

[xxii] Entrer sur youtube : « alleged chemical attack in eastern Ghouta august 21st 2013 », pour tomber sur des dizaines de vidéos tournées le jour-même.

[xxiii] consulter la page 6 du rapport de l'ISTEAMS pour plus de détails

[xxiv] La vidéo du « massacre de Houla » : <https://www.youtube.com/watch?v=jffUNQw8FI8&bpctr=1429807757>

[xxv] Je renvoie à la page 8 du rapport de l'ISTEAMS que je résumerai dans la seconde partie. On trouve sur cette page une liste de liens renvoyant vers les 35 premières vidéos postées par les « rebelles » la journée du 21 août à partir de 2h 50 du matin. <https://bsnews.info/wp-content/uploads/2013/09/ISTeams-Ghouta-Rreport.pdf> (<https://bsnews.info/wp-content/uploads/2013/09/ISTeams-Ghouta-Rreport.pdf>)

[xxvi] J'anticipe un peu, mais les résultats de cette enquête, pour ce volet de l'affaire, n'ont par la suite été contestés par personne, dans l'un et l'autre « camp ».

[xxvii] Je renvoie à la page 36 du rapport de l'ISTEAMS : <https://bsnews.info/wp-content/uploads/2013/09/ISTeams-Ghouta-Rreport.pdf> (<https://bsnews.info/wp-content/uploads/2013/09/ISTeams-Ghouta-Rreport.pdf>)

[xxviii] « Al-Arabiya (en arabe العربية) est une chaîne d'information saoudienne, de langue arabe, fondée le 3 mars 2003 par un émir de la famille royale saoudienne. La chaîne appartient au groupe MBC et son siège est basé à Dubaï aux Émirats Arabes Unis. La chaîne essaye d'être la principale concurrente de la chaîne al Jazeera. Al-Arabiya propose une information globale sur le monde. Dans le monde arabe, la chaîne se classe comme l'une des chaînes les plus regardées après Al Jazeera. Elle emploie 400 salariés dont 120 journalistes. » (Wikipedia)

[xxix] <http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/08/21/syrie-des-opposants-denoncent-une-attaque-chimique->

sur-damas_3464095_3218.html (http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/08/21/syrie-des-opposants-denoncent-une-attaque-chimique-sur-damas_3464095_3218.html)

[xxx] http://www.liberation.fr/monde/2013/08/21/damas-accuse-d-une-vaste-attaque-chimique_926177 (http://www.liberation.fr/monde/2013/08/21/damas-accuse-d-une-vaste-attaque-chimique_926177)

[xxxi] http://videos.lexpress.fr/actualite/politique/video-syrie-que-faire-sans-l-aide-de-l-onu_1275226.html (http://videos.lexpress.fr/actualite/politique/video-syrie-que-faire-sans-l-aide-de-l-onu_1275226.html)

[xxxii] Article reproduit en version électronique : <http://www.lefigaro.fr/international/2013/08/21/01003-20130821ARTFIG00470-l-opposition-syrienne-denonce-un-massacre-a-l-arme-chimique.php> (<http://www.lefigaro.fr/international/2013/08/21/01003-20130821ARTFIG00470-l-opposition-syrienne-denonce-un-massacre-a-l-arme-chimique.php>)

[xxxiii] <http://blog.lefigaro.fr/geopolitique/2013/08/syrie-egypte-incoherence-occid.html> (<http://blog.lefigaro.fr/geopolitique/2013/08/syrie-egypte-incoherence-occid.html>)

[xxxiv] <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/syrie/la-france-et-la-syrie/actualites-2013/article/syrie-armes-chimiques-21-08-13> (<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/syrie/la-france-et-la-syrie/actualites-2013/article/syrie-armes-chimiques-21-08-13>)

[xxxv] Le ministre oublie dans sa « short list » l'état d'Israël, qui a signé la convention mais ne l'a pas ratifiée

[xxxvi] https://www.youtube.com/watch?v=48M7_Ay4P3U (https://www.youtube.com/watch?v=48M7_Ay4P3U)

[xxxvii] Cette déclaration dans une mise en forme sommaire de l'AFP a été relayée sur tous le sites des médias de masse.

[xxxviii] <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/08/25/97001-20130825FILWWW00100-armes-chimiques-le-regime-syrien-autorise-l-onu-a-enquete.ph> (<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/08/25/97001-20130825FILWWW00100-armes-chimiques-le-regime-syrien-autorise-l-onu-a-enquete.php>)p

[xxxix] Je renvoie à la page 32 du « rapport sur les crimes de guerre commis contre le peuple syrien » rendu en décembre 2013 par « Peace Association of Turkey and lawyers for justice » <http://www.wpc-in.org/sites/default/files/documents/war-crimes-committed-against-the-people-of-syria.pdf>

[xl] http://www.lexpress.fr/actualite/monde/syrie-washington-deploie-des-moyens-militaires-pour-fournir-des-options-a-obama_1275572.html (http://www.lexpress.fr/actualite/monde/syrie-washington-deploie-des-moyens-militaires-pour-fournir-des-options-a-obama_1275572.html)

[xli] <http://www.elysee.fr/declarations/article/allocution-du-president-de-la-republique-a-l-occasion-de-la-conference-des-ambassadeurs/>

(<http://www.elysee.fr/declarations/article/allocution-du-president-de-la-republique-a-l-occasion-de-la-conference-des-ambassadeurs/>)

[xlii] Il s'agit là de la citation d'une expression du chapitre VII de la charte de l'ONU qui fixe les modalités d'une intervention militaire internationale en cas de violation de la charte. Les « mesures nécessaires » sont un euphémisme dont la véritable signification est « tous les moyens ».

[xliii] Ces vidéos ont été sélectionnées par l'Open Source Center, une unité de la CIA, qui les fera visionner le 5 septembre par le comité sénatorial spécial du renseignement des États-Unis. L'ensemble de ces 13 vidéos, présentées dans l'ordre est consultable sur le lien suivant : https://www.youtube.com/playlist?list=PLO_vQ_Y4IJ5B1ID1kCN-PRDm9A7aLeSkX (https://www.youtube.com/playlist?list=PLO_vQ_Y4IJ5B1ID1kCN-PRDm9A7aLeSkX)

[xliv] <http://iipdigital.usembassy.gov/st/french/texttrans/2013/08/20130831282068.html#axzz3b9J4Uaqw> (<http://iipdigital.usembassy.gov/st/french/texttrans/2013/08/20130831282068.html#axzz3b9J4Uaqw>)

[xlv] Cette une est reprise en titre d'un long article sur l'édition électronique du JDD: <http://www.lejdd.fr/International/Moyen-Orient/Actualite/Armes-chimiques-les-preuves-des-services-francais-626713> (<http://www.lejdd.fr/International/Moyen-Orient/Actualite/Armes-chimiques-les-preuves-des-services-francais-626713>)

[xlvi] Vincent Jauvert dans un article du Nouvel Observateur du 29 septembre rapporte : « *Le plan était de bombarder pendant une nuit, en commençant vers 3 heures du matin au moment où les gens sont profondément endormis, dit un haut responsable français. Il s'agissait de détruire notamment des batteries de missiles et des centres de commandement de la quatrième armée, la chimique.* »

[xlvii] Legrandsoir.info, 13 septembre, relayant almanar.com : <http://www.legrandsoir.info/les-dessous-du-tir-des-deux-missiles-en-mediterranee.html> (<http://www.legrandsoir.info/les-dessous-du-tir-des-deux-missiles-en-mediterranee.html>). Seymour Hersch avancera dans son article de décembre 2013 un autre argument : Obama aurait fini par se rendre compte de la fragilité des preuves fournies par ses services de renseignement et en impliquant le congrès, aurait voulu ne pas se trouver seul à partager la culpabilité d'une intervention militaire décidée sur la base de mensonges, comme ce fut le cas pour l'invasion de l'Irak en 2003.

[xlviii] Voici par exemple ce qu'a déclaré François Hollande en cette occasion : « *Sur l'intervention, si elle devrait avoir lieu dans le cadre de l'ONU ou hors du cadre de l'ONU si le conseil de sécurité était bloqué, la France serait prête à prendre cette responsabilité. La France s'associerait à une coalition qui va se former dans cette perspective.* » <http://www.franceinfo.fr/actu/monde/article/syrie-une-action-militaire-peut-acceler-la-solution-politique-hollande-281171> (<http://www.franceinfo.fr/actu/monde/article/syrie-une-action-militaire-peut-acceler-la-solution-politique-hollande-281171>). Nous renvoyons également aux auditions de John Kerry au Sénat les jours précédents, au cours desquelles il décrit la mise en place de cette coalition. Voir par exemple : <http://www.rts.ch/info/monde/5181155-john-kerry-a-defendu>

une-intervention-en-syrie-devant-le-senat.html (http://www.rts.ch/info/monde/5181155-john-kerry-a-defendu-une-intervention-en-syrie-devant-le-senat.html)

[xlix] Nous ne pouvons manquer de relever par ailleurs les propos tenus deux jours plus tôt par le secrétaire d'état John Kerry lors de son audition au Sénat quant aux modalités d'une intervention militaire en Syrie : « *Quant aux pays arabes proposant de supporter les coûts et l'assistance [d'une intervention militaire en Syrie], la réponse est profondément oui, ils y sont disposés. Cette offre est sur la table (...). Et bien, nous ne savons pas dans quelle action nous sommes engagés en ce moment, mais ils ont été assez explicites, je veux dire, très explicites. En fait, certains d'entre eux ont dit que si les Etats-Unis sont prêts à aller faire le boulot, de la façon dont nous l'avons fait par le passé en d'autres endroits, ils supporteront le financement.* » Les pays à même de financer une intervention militaire en Syrie ne sont pas nommés, mais si l'on considère le jeu d'alliance dans la région, il ne peut s'agir que de pays comme le Qatar, l'Arabie Saoudite, ou le Koweït. Étonnante déclaration de John Kerry qui explique publiquement, et sans la moindre ambiguïté que les forces armées de son pays, seront éventuellement employées comme mercenaires de pays qui sont dirigés par des « régimes » autocratiques et sectaires, voire dictatoriaux.

[I] Ce rapport est en libre accès sur internet : <https://bsnews.info/wp-content/uploads/2013/09/ISTeams-Ghouta-Rreport.pdf> (<https://bsnews.info/wp-content/uploads/2013/09/ISTeams-Ghouta-Rreport.pdf>)

[Ii] Cette expression signifie « réconciliation ». Musalaha est une initiative populaire, fondée sur une base non confessionnelle, elle se présente comme une démonstration d'espoir qu'une troisième voie demeure possible pour résoudre le conflit armé. Plus de détails sur ce lien : <http://www.syriasolidaritymovement.org/musalaha/what-is-mussalaha/> (<http://www.syriasolidaritymovement.org/musalaha/what-is-mussalaha/>)

[Iiij] « *La vidéo à droite a été réalisée par l'agence de presse de la région d'al Marj. Elle montre des enfants inanimés reposant sur le sol désordre. Au moins neuf de ces enfants ont été transportés depuis Kafar Batna sans aucune explication médicale ou humanitaire. Il semble que le transport des corps vise à obtenir, à chaque fois, la combinaison la mieux à même d'évoquer à la communauté internationale de façon aussi saisissante que possible la tragédie que constitue les attaques chimiques.* »

« *Autre détail : la fille habillée en jaune, est étendue dans un assemblage présenté comme situé entre Zamalka et Aïn Tarma. Mais nous l'avons retrouvée figurant sur une autre vidéo, à Jobar !* »

« *Plus encore, les deux hommes que l'on voit dans la vidéo nominée n°11 dans la première pièce avec les enfants sont également présents dans cette vidéo d'al Marj : ils ont été transportés dans un autre endroit.* »

[Iiiij] La liste des personnes massacrées ou enlevées à cette occasion, au nombre de 250, est détaillée à la fin du rapport de l'ISTEAMS.

[Iv] Cette hypothèse n'est pas si improbable que cela si on rappelle des précédents historiques comparables : le transfert d'otages dans des

cercueils, une fois anesthésiés, est une pratique connue et pratiquée, comme ce fut le cas pour Michel Seurat otage en Liban en 1985/86. Un transfert par bateau, camion, puis hélicoptère, avec l'appui de services étrangers est également plausible. Une fois l'acheminement effectué vers la Ghouta, rien n'était plus facile que des les anesthésier à des fins de mise en scène.

[lv] Rapport consultable en ligne : <http://www.hrw.org/reports/2013/09/10/attacks-ghouta> (<http://www.hrw.org/reports/2013/09/10/attacks-ghouta>)

[lvi] Quelques exemples : europe1.fr: « Syrie: pour Human Rights Watch, Assad est derrière l'attaque aux armes chimiques/ <http://www.europe1.fr/international/syrie-pour-human-rights-watch-assad-est-derriere-les-attaques-chimiques-1635321> (<http://www.europe1.fr/international/syrie-pour-human-rights-watch-assad-est-derriere-les-attaques-chimiques-1635321>); France24.com : « Pour HRW, l'armée syrienne est probablement à l'origine de l'attaque chimique »/ <http://www.france24.com/fr/20130910-syrie-armee-origine-attaque-chimique-hrw-assad-damas/> (<http://www.france24.com/fr/20130910-syrie-armee-origine-attaque-chimique-hrw-assad-damas/>) ;L'Express.fr : « Syrie, la responsabilité du régime de Damas dans l'attaque du 21 août ne fait aucun doute »/ http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/syrie-la-responsabilite-du-regime-d-assad-dans-l-attaque-du-21-aout-ne-fait-aucun-doute_1283834.html.

[lvii] Nous renvoie à cette synthèse que publiée par nos soins en mai 2013 sur le site Arrêt sur Info : <http://arretsurinfo.ch/comment-les-medias-intoxiquent-lopinion-publique-le-cas-de-la-syrie-viii/>

[lviii] <http://www.hrw.org/fr/news/2010/09/07/george-soros-s-engage-verser-100-millions-de-dollars-human-rights-watch> (<http://www.hrw.org/fr/news/2010/09/07/george-soros-s-engage-verser-100-millions-de-dollars-human-rights-watch>)

[lix] <https://www.youtube.com/watch?v=1zUg9NrkcAQ>

[lx] <http://www.up-syria-news.com/index.php/fr/les-nouvelles/monde-analyses/193-article-fr-000019> (<http://www.up-syria-news.com/index.php/fr/les-nouvelles/monde-analyses/193-article-fr-000019>)

[lxi]<https://www.wsws.org/fr/articles/2013/oct2013/syri-o14.shtml> (<https://www.wsws.org/fr/articles/2013/oct2013/syri-o14.shtml>)

[lxii] <http://allainjules.com/2013/10/12/terrorisme-syriemassacre-des-alaouites-les-mainstream-parlent-au-conditionnel/comment-page-1/> (<http://allainjules.com/2013/10/12/terrorisme-syriemassacre-des-alaouites-les-mainstream-parlent-au-conditionnel/comment-page-1/>)

[lxiii] http://lesalonbeige.blogspot.com/my_weblog/2013/10/human-rights-watch-d%C3%A9nonce-un-massacre-commis-par-des-rebelles-en-syrie.html (http://lesalonbeige.blogspot.com/my_weblog/2013/10/human-rights-watch-d%C3%A9nonce-un-massacre-commis-par-des-rebelles-en-syrie.html)

[lxiv]<http://www.laplumeagratter.fr/2013/10/12/syrie-hrw-denonce-un-massacre-perpetre-par-des-rebelles-en-pays-alaouite/>

(<http://www.laplumeagratter.fr/2013/10/12/syrie-hrw-denonce-un-massacre-perpetre-par-des-rebelles-en-pays-alaouite/>)

[lxv]<https://unoda-web.s3.amazonaws.com/wp-content/uploads/2013/12/report.pdf> (<https://unoda-web.s3.amazonaws.com/wp-content/uploads/2013/12/report.pdf>)

[lxvi] C'est sous l'appellation « rapport du MIT » qu'est le plus souvent évoqué ce rapport, notamment par ceux qui dénoncent l'ingérence étrangère en Syrie, mais il s'agit d'un abus de langage, puisque ce rapport ne porte pas le tampon du MIT et qu'un de ses deux corédacteurs n'y est pas rattaché. C'est pourquoi l'expression « du MIT » est mise ici entre guillemets.

[lxvii]<https://s3.amazonaws.com/s3.documentcloud.org/documents/1006045/possible-implications-of-bad-intelligence.pdf>
(<https://s3.amazonaws.com/s3.documentcloud.org/documents/1006045/possible-implications-of-bad-intelligence.pdf>)

[lxviii] Sur le site de l'armée israélienne on lit, en réponse à la question : qu'est qu'une roquette Grad ? la réponse suivante : « *La roquette Grad, utilisée pour le tir ciblé de courte et moyenne portée, a été développée dans les années 1960 par l'Union Soviétique et est devenue depuis l'une des fusées les plus utilisées dans le monde. Aujourd'hui, elle est utilisée par des organisations terroristes comme le Hamas et le Hezbollah. Ce dernier a lancé 3000 roquettes de ce type durant la Deuxième Guerre du Liban. Le roquette BM-21, également appelée roquette Grad, a été développée par l'URSS au début des années 1960 et a intégré l'arsenal de l'Armée rouge en 1963. La roquette a un diamètre d'environ 122 mm et est de courte ou moyenne portée, pouvant atteindre jusqu'à 40 kilomètres. Aujourd'hui, ce type de roquette est utilisé dans plus de 50 pays.* »

[lxix] https://www.youtube.com/watch?v=y_rKaalu81c

[lxx] <http://www.wpc-in.org/sites/default/files/documents/war-crimes-committed-against-the-people-of-syria.pdf>

[lxxi] Concernant les USA : « *La dynamique de contraction/relâchement a prévalu dans les relations entre la Syrie et les USA depuis la dissolution de l'URSS jusqu'à l'intervention de 2011 qui visait à l'élimination définitive de la loi du pouvoir bassiste. Les protestations de la Syrie contre l'occupation de l'Iral en 2003 ont poussé les USA à mettre ouvertement sur pied les préparatifs pour le changement de régime en Syrie. L'analyste en stratégie de l'Enterprise Insitute Mickaël Leeden , en tant que l'un des idéologues majeurs des néo-cons dit au Daily Telegraph le 16 juin 2003: « que cela vous agrée ou non, nous nous nous situons dans le cadre d'une guerre territoriale et nous ne pouvons nous retirer (...) Nous devons renverser ces régimes et constituer des états libres dans tous ces pays (...) en déstabilisant d'autres pays, d'autres états? Cela n'est pas très difficile.* » Concernant la Turquie: « *Lors de la réunion des amis de la Syrie à Doha/Qatar en juin 2013, Davutoglu (ministre des affaires étrangères turc) a affirmé son soutien à la guerre par ces mots: « Notre soutien aux opposants syriens est claire. Ce soutien va continuer à s'amplifier. Lors de la réunion d'aujourd'hui, nous avons débattu de ce qu'il faudrait mettre en oeuvre pour aider les opposants syriens à s'étendre en préservant leur intégrité aussi tôt que possible.* »

[lxxii] <https://consortiumnews.com/2013/09/06/obama-warned-on-syrian-intel/> (https://consortiumnews.com/2013/09/06/obama-warned-on-syrian-intel/)

[lxxiii] résumés quotidiens de renseignement hautement classifiés pour le secrétaire à la défense, le président du comité des chefs d'état-major, le conseiller à la sécurité nationale, et le directeur du renseignement national, ils fournissent un résumé des événements militaires importants à travers le monde

[lxxiv] Apprécions la première phrase : « Nouvel accès de « conspirationnisme » ou scoop retentissant ? » : http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/12/09/l-enquete-a-charge-contre-les-etats-unis-apres-l-attaque-chimique-en-syrie_3528166_3218.html (http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/12/09/l-enquete-a-charge-contre-les-etats-unis-apres-l-attaque-chimique-en-syrie_3528166_3218.html)

[lxxv] <http://blogs.mediapart.fr/blog/thomas-pierret/101213/armes-chimiques-en-syrie-propos-de-lenquete-de-seymour-hersh> (http://blogs.mediapart.fr/blog/thomas-pierret/101213/armes-chimiques-en-syrie-propos-de-lenquete-de-seymour-hersh)

[lxxvi] http://www.marianne.net/Syrie-Du-gaz-sarin-dans-l-arsenal-djihadiste-mais-Obama-s-est-tu_a234444.html

[lxxvii] D'une longue liste on pourrait par exemple ressortir: 1969, révélation du massacre de May Lay au Vietnam, ce qui lui vaut le prix Pulitzer en 1970 ; révélations sur l'attentat de la discothèque la Belle du 5 avril 1985 et l'opération el Dorado Canyon contre la Libye dix jours plus tard ; révélations sur les sévices subis par les détenus de la prison Abu Ghraïb après l'invasion de l'Irak en 2003, etc.

[lxxviii] Je pense en particulier au livre de Bahar Kimyongür, *Syriana*, paru en 2012 aux éditions investig'action.

[lxxix] Le poste de directeur du renseignement national a été créé en 2004. Ce directeur est le conseiller principal du président des États-Unis pour les questions de sécurité nationale, et il coordonne l'ensemble des 17 agences de renseignement états-uniennes.

[lxxx] Source : *Hürriyet Daily News* du 7 avril : <http://www.hurriyetaidailynews.com/turkey-us-dismiss-seymour-hersh-report-.aspx?pageID=238&nID=64686&NewsCatID=359> (http://www.hurriyetaidailynews.com/turkey-us-dismiss-seymour-hersh-report-.aspx?pageID=238&nID=64686&NewsCatID=359)

[lxxxi] <http://www.legrandsoir.info/obama-erdogan-les-rebelles-syriens-et-la-ligne-rouge-london-review-of-books.html> (http://www.legrandsoir.info/obama-erdogan-les-rebelles-syriens-et-la-ligne-rouge-london-review-of-books.html)

[lxxxii] <http://www.mondialisation.ca/nouvel-expose-de-seymour-hersh-la-turquie-a-organisee-des-attaques-au-gaz-pour-provoquer-une-guerre-des-etats-unis-contre-la-syrie/5377163> (http://www.mondialisation.ca/nouvel-expose-de-seymour-hersh-la-turquie-a-organisee-des-attaques-au-gaz-pour-provoquer-une-guerre-des-etats-unis-contre-la-syrie/5377163)

[lxxxiii] <https://www.wsws.org/fr/articles/2014/avr2014/hers-a08.shtml> (<https://www.wsws.org/fr/articles/2014/avr2014/hers-a08.shtml>)

[lxxxiv] <http://ilfattoquotidiano.fr/seymour-hersh-a-propos-dobama-de-la-turquie-et-des-rebelles-syriens/> (<http://ilfattoquotidiano.fr/seymour-hersh-a-propos-dobama-de-la-turquie-et-des-rebelles-syriens/>)

[lxxxv] <http://reseauinternational.net/syrie-false-flag-mensonges-du-sarin/> (<http://reseauinternational.net/syrie-false-flag-mensonges-du-sarin/>)

[lxxxvi] <http://french.tribune.ir/analyses/articles/item/328019-syrie-armes-chimiques-qui-donne-des-le%C3%A7ons> (<http://french.tribune.ir/analyses/articles/item/328019-syrie-armes-chimiques-qui-donne-des-le%C3%A7ons>)

[lxxxvii] <http://mai68.org/spip/spip.php?article7071> (<http://mai68.org/spip/spip.php?article7071>)

[lxxxviii] <http://www.solidariteetprogres.org/actualites-001/armes-chimiques-syriennes-seymour.html> (<http://www.solidariteetprogres.org/actualites-001/armes-chimiques-syriennes-seymour.html>)

[lxxxix] François Asselineau donne à ce propos une somme abondante de détails. La première heure de cette conférence est tout entière consacrée à la question des conditions d'attribution du prix Nobel de la Paix.: <http://www.upr.fr/conferences/la-tromperie-universelle-comme-mode-de-gouvernement> (<http://www.upr.fr/conferences/la-tromperie-universelle-comme-mode-de-gouvernement>)

[xc] <https://www.opcw.org/news/article/syria-submits-its-initial-declaration-and-a-general-plan-of-destruction-of-its-chemical-weapons-pro/> (<https://www.opcw.org/news/article/syria-submits-its-initial-declaration-and-a-general-plan-of-destruction-of-its-chemical-weapons-pro/>)

[xci] https://www.opcw.org/fileadmin/OPCW/EC/M-34/ecm34dec01_e_.pdf (https://www.opcw.org/fileadmin/OPCW/EC/M-34/ecm34dec01_e_.pdf)

[xcii] <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/03/06/97001-20140306FILWWW00398-armes-chimiques-damas-ne-tiendra-pas-le-delaix.php> (<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/03/06/97001-20140306FILWWW00398-armes-chimiques-damas-ne-tiendra-pas-le-delaix.php>)

[xciii] <https://www.opcw.org/news/article/13th-consignment-of-chemicals-delivered-to-latakia-raising-overall-total-of-removals-to-65/> (<https://www.opcw.org/news/article/13th-consignment-of-chemicals-delivered-to-latakia-raising-overall-total-of-removals-to-65/>)

[xciv] <http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Syrie-Damas-accuse-de-recourir-aux-armes-chimiques-Brahimi-jette-l-eponge-2014-05-14-1149953> (<http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Syrie-Damas-accuse-de-recourir-aux-armes-chimiques-Brahimi-jette-l-eponge-2014-05-14-1149953>)

[xcv] <http://www.worldtribune.com/2013/05/31/nato-data-assad-winning-the-war-for-syrians-hearts-and-minds/> (<http://www.worldtribune.com/2013/05/31/nato-data-assad-winning-the-war-for-syrians-hearts-and-minds/>)

[xcvi] <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/05/12/97001-20140512FILWWW00308-syrie-paris-et-berlin-interdit-le-vote-dans-leurs-ambassades.php> (<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/05/12/97001-20140512FILWWW00308-syrie-paris-et-berlin-interdit-le-vote-dans-leurs-ambassades.php>)

[xcvii] Ce taux de popularité est remonté à 38% avec l'affaire Charlie Hebdo du 9 janvier 2014. Il est depuis (mai 2015) retombé à 24%.

[xcviii] <https://www.opcw.org/fr/convention-sur-linterdiction-des-armes-chimiques/la-convention/> (<https://www.opcw.org/fr/convention-sur-linterdiction-des-armes-chimiques/la-convention/>)

[xcix] publié et commenté le 25 août 2013 par le site Zero Hedge puis par le site ICH <http://www.zerohedge.com/news/2013-08-25/military-intervention-syria-us-training-rebels-2011-and-complete-grand-plan-march-20> (<http://www.zerohedge.com/news/2013-08-25/military-intervention-syria-us-training-rebels-2011-and-complete-grand-plan-march-20>)

Articles liés

Syrie : Comment les médias français intoxiquent l'opinion publique (<http://arretsurinfo.ch/syrie-comment-les-medias-francais-intoxiquent-lopinion-publique/>) [I]

Chrétiens de Syrie : le mensonge organisé des médias français (<http://arretsurinfo.ch/chretiens-de-syrie-le-mensonge-organise-des-medias-francais/>) [II]

Autorités chrétiennes de Syrie censurées ou diffamées par les médias [III] (<http://arretsurinfo.ch/autorites-chretiennes-de-syrie-censurees-ou-diffamees-par-les-medias/>)

Qu'est devenu le père Paolo Dall'Oglio aux mains des opposants à Assad ? [IV] (<http://arretsurinfo.ch/quest-devenu-le-pere-paolo-dalloglio-aux-mains-des-opposants-a-assad-iv/>)

Comment les médias intoxiquent l'opinion publique : Le cas de la Syrie [V] (<http://arretsurinfo.ch/comment-les-medias-intoxiquent-lopinion-publique-le-cas-de-la-syrie-v/>)

Syrie: Propagande de guerre. Quand les médias instrumentalisent les massacres [VI] (<http://arretsurinfo.ch/propagande-de-guerre-quand-les-medias-instrumentalisent-les-massacres-vi/>)

Comment les médias intoxiquent l'opinion publique : Le cas de la Syrie [VII] (<http://arretsurinfo.ch/comment-les-medias-intoxiquent-lopinion-publique-le-cas-de-la-syrie-vii/>)

URL de cet article: <http://arretsurinfo.ch/synthese-sur-lattaque-a-larme-chimique-en-syrie-le-21-aout-2013/> (<http://arretsurinfo.ch/synthese-sur-lattaque-a-larme-chimique-en-syrie-le-21-aout-2013/>)